

Bulletin Trimestriel
Conjoncture économique, monétaire et financière
Îles de Wallis et Futuna

N° 132
4ème trimestre 2007

SOMMAIRE

SYNTHESE	3
1. L'Analyse de la conjoncture	4
1.1 L'enquête de conjoncture	4
1.1.1 Note méthodologique.....	4
1.1.2 Analyse de la conjoncture au 30 septembre 2007.....	5
1.2 La demande des menages	10
1.2.1 La consommation des ménages	10
1.2.2 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages	12
1.3 Les principaux indicateurs économiques.....	13
1.3.1 L'emploi	13
1.3.2 Les salaires.....	13
1.3.3 Les prix	14
1.3.4 Le commerce extérieur	14
1.3.5 Suivi des recettes fiscales.....	15
1.3.6 L'énergie.....	17
1.3.7 Les échanges	20
1.3.8 Les télécommunications	21
1.3.9 Evolution des cours de change.....	22
2. L'évolution monétaire et financière	23
2.1 Les actifs financiers	24
2.1.1 Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte auprès de la clientèle non financière (Tableau I)	24
2.1.2 L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (Tableau II).....	26
2.1.3 Les actifs financiers par agents économiques (Tableau III)	27
2.1.4 Epargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures (dépôts HZE)	28
2.2 Les passifs financiers.....	30
2.2.1 Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission (Tableau IV).....	30
2.2.2 Les concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (Tableau V).....	32
2.2.3 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place (Tableau IV + V).....	33
2.3 La masse monétaire (M3) et ses contreparties.....	35
2.3.1 La masse monétaire (tableau VI)	35
2.3.2 Les contreparties de la masse monétaire (Tableau VII).....	36
2.4 L'équilibre emplois/ressources des EC locaux (Tableau VIII).....	37
2.5 Rappel des taux	38
2.5.1 Le taux d'intérêt légal.....	38
2.5.2 Les taux d'intervention de l'IEOM au 30 septembre 2007	38
2.5.3 Les taux du marché	38
2.5.4 Les taux d'usure.....	39
3. Les Missions de l'IEOM	40
3.1 L'émission des signes monétaires	40
3.2 Les opérations de compensation interbancaire	41

SYNTHESE

La conjoncture de Wallis et Futuna au troisième trimestre 2007

Au troisième trimestre 2007, l'atonie de l'activité sur les îles Wallis et Futuna observée depuis plusieurs trimestres se confirme. Selon l'enquête trimestrielle de conjoncture, réalisée sur un échantillon restreint, les chefs d'entreprises interrogés constatent une stabilité de leur activité ce trimestre. La diminution des prix de vente, l'alourdissement des charges et les délais, trop longs, de paiement des clients fragilisent la trésorerie des entreprises. Malgré cela, des investissements en renouvellement de matériel ont été réalisés.

La plupart des indicateurs de la consommation des ménages demeurent bien orientés sur le trimestre, par rapport à l'année précédente.

Le produit des taxes intérieures de consommation enregistre une hausse de 3,6 % en glissement annuel (317,9 millions de F CFP en cumul au 30 septembre 2007 contre 306,7 millions de F CFP en 2006), tirée par la hausse des taxes perçues sur les alcools (+13,6 %). Au troisième trimestre 2007, l'encours des crédits à la consommation poursuit sa progression, + 3,8 % sur le trimestre, grâce à une croissance soutenue des prêts personnels non affectés (+5,9 %).

A part les importations en « linges et accessoires » et « marchandises et produits divers » qui diminuent respectivement de 39,6 % et de 21,5 %, les importations en « produits alimentaires » et en « matériel de transport » sont les deux postes à l'origine de la croissance des importations du Territoire (+12,5 % sur le trimestre) enregistrant respectivement + 24,4 % et + 23,4 %.

Les recettes fiscales s'élèvent au 30 septembre 2007 à 1,288 milliard de F CFP contre 1,184 milliard de F CFP l'année précédente, soit une augmentation de 8,7 %.

L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,5 % en glissement annuel. Toutefois, par rapport au trimestre précédent, on observe une diminution de 2,1 %.

Le nombre de personnes physiques frappées d'interdiction bancaire enregistre une baisse de 3 % en glissement annuel. Cependant, par rapport au trimestre précédent, la trésorerie des ménages se dégrade légèrement passant de 361 personnes physiques en interdit bancaire à 366 en septembre 2007.

L'analyse des agrégats financiers met en évidence le rythme soutenu des actifs des agents entraînant la croissance de la masse monétaire.

Au troisième trimestre 2007, la croissance de l'épargne collectée localement auprès des agents économiques du Territoire (+ 13,8 % sur un an) se poursuit, + 5,8 % en variation trimestrielle. La part des sociétés non financières, connaît une hausse sur l'année (39 % contre 36 % un an plus tôt) tandis que celle des particuliers est restée stable (44 %). Sur le trimestre, la part des sociétés non financières, a augmenté de 11,4 % au détriment des particuliers (44 % ce trimestre contre 47 % trois mois plus tôt).

La masse monétaire a ainsi progressé de 11,8 % sur un an, et de 5,3 % sur le trimestre, résultant de la croissance des dépôts à terme et de la circulation fiduciaire.

Le rythme de croissance des concours à l'économie, toutes zones d'émission confondues, ralentit sur les douze derniers mois (-0,3 %), mais s'accélère sur le trimestre (+3,4 %).

1. L'ANALYSE DE LA CONJONCTURE

1.1 L'ENQUETE DE CONJONCTURE

















L'IEOM de Mata'Utu a réalisé pour le vingt-deuxième trimestre consécutif une enquête de conjoncture. Cette enquête, accomplie sur le mois de novembre 2007, a porté sur le troisième trimestre 2007 et sur les perspectives pour le quatrième trimestre 2007. Elle a été effectuée auprès de chefs d'entreprises des principaux secteurs du Territoire : le commerce, les services et le BTP. L'échantillon visé totalise 50 entreprises. Toutefois, et malgré une demande d'appui récurrente de la Chambre Interprofessionnelle du Territoire, le taux de retour des enquêtes est resté modeste. Il ne permet toujours pas d'établir une décomposition des résultats par secteur et fait donc l'objet d'une analyse globale. Il convient de noter que sur l'ensemble des entreprises interrogées 50 % ont répondu à l'enquête ce trimestre contre 36 % au trimestre précédent.

Un ensemble de graphiques a été introduit depuis le BT n°129, récapitulant l'évolution des soldes d'opinions depuis plusieurs années. Outre le support d'analyse économique au niveau local, l'objectif est également d'apporter aux chefs d'entreprises un outil d'aide à la décision.

1.1.1 NOTE METHODOLOGIQUE

Les dirigeants sont interrogés sur l'évolution des caractéristiques économiques de leur établissement, par rapport au trimestre précédent et sur leurs prévisions pour le trimestre suivant. Les réponses des entrepreneurs sont traitées selon un barème prédéfini (note de 1 à 3, selon que la situation s'est dégradée, est restée stable ou s'est améliorée). Une moyenne des notes, pondérée par les effectifs des entreprises, permet ensuite de dégager la tendance globale d'une caractéristique.

Ainsi, une valeur comprise entre 1 et 1,75 correspond à un recul, une valeur située entre 1,75 et 2,25 correspond à une stabilité et un résultat compris entre 2,25 et 3 correspond à une hausse. Dans les tableaux, une flèche pointant vers le bas correspond à une dégradation, une flèche pointant vers le haut correspond à une amélioration et une flèche horizontale caractérise la stabilité. Les commentaires sont basés sur une décomposition plus fine des notes. Ils prennent également en compte les observations des répondants, réalisées sur les questions ouvertes.

EXEMPLE							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
 Amélioration	 Hausse	 Allègement	 Allègement	 Plus courts	 Accroissement	 Hausse	 Embauches
 Dégradation	 Baisse	 Alourdissement	 Alourdissement	 Plus longs	 Dégradation	 Baisse	 Licenciements

Au niveau de l'évolution des soldes d'opinions, les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges, de la trésorerie, etc. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

1.1.2 ANALYSE DE LA CONJONCTURE AU 30 SEPTEMBRE 2007

La conjoncture au troisième trimestre 2007 par rapport au trimestre précédent :

Sur le troisième trimestre 2007, l'enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM menée auprès des chefs d'entreprises révèle une stabilité de l'activité, cela malgré des prix de vente à la baisse. De plus, l'alourdissement des charges fragilise la trésorerie et l'emploi stagne. Cependant, certains entrepreneurs ont affirmé avoir investi ce trimestre.

EVOLUTIONS							
Par rapport au trimestre précédent							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
→	↘	↘	→	→	↘	↗	→

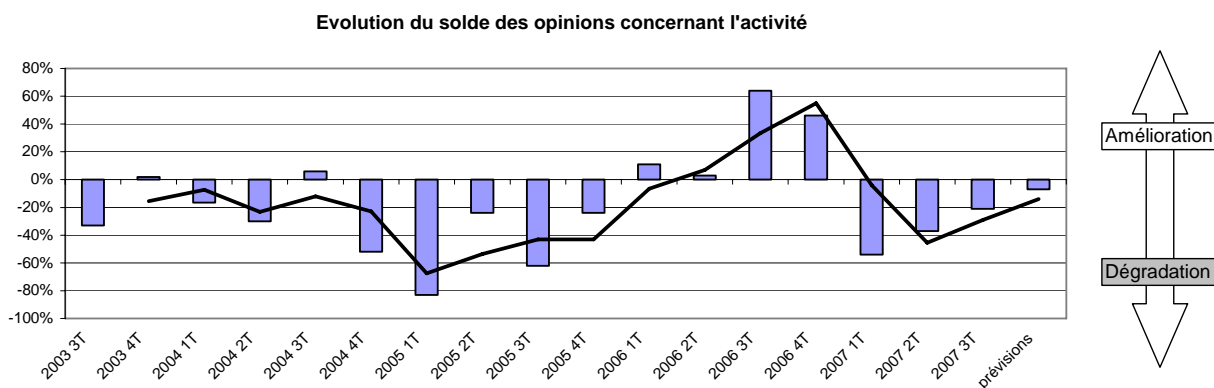
Anticipations des chefs d'entreprises pour le quatrième trimestre 2007 :

Le manque de dynamisme de l'activité économique observée depuis plusieurs trimestres se confirmerait pour le prochain trimestre selon les prévisions des chefs d'entreprises. Les prix de vente et les charges se maintiendraient au même niveau qu'au troisième trimestre, tandis que les frais de personnel s'alourdiraient. Ainsi, les dirigeants prévoient une dégradation de la trésorerie, et se trouvent contraint de réduire leurs effectifs.

De nouveaux investissements en renouvellements de matériels sont prévus au cours du prochain trimestre.

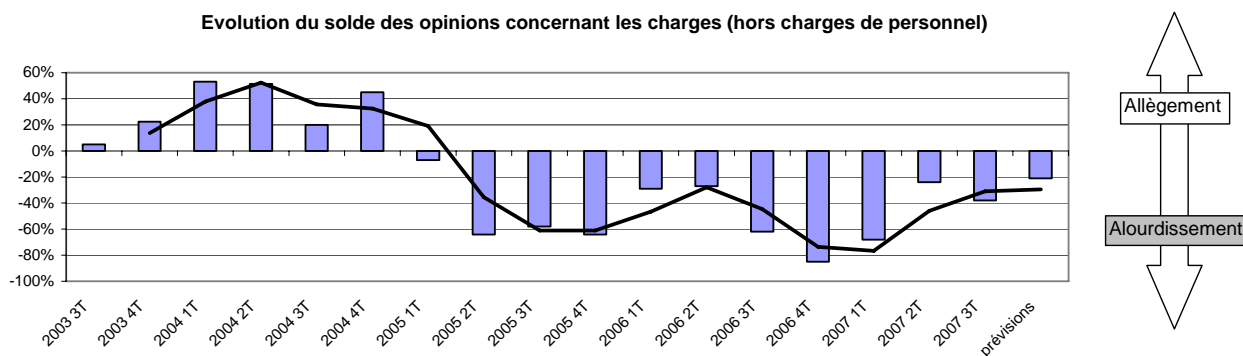
PREVISIONS							
Pour le quatrième trimestre							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
→	→	→	↘	→	↘	↗	↘

Evolution des soldes d'opinion



Source IEOM - enquête de conjoncture.

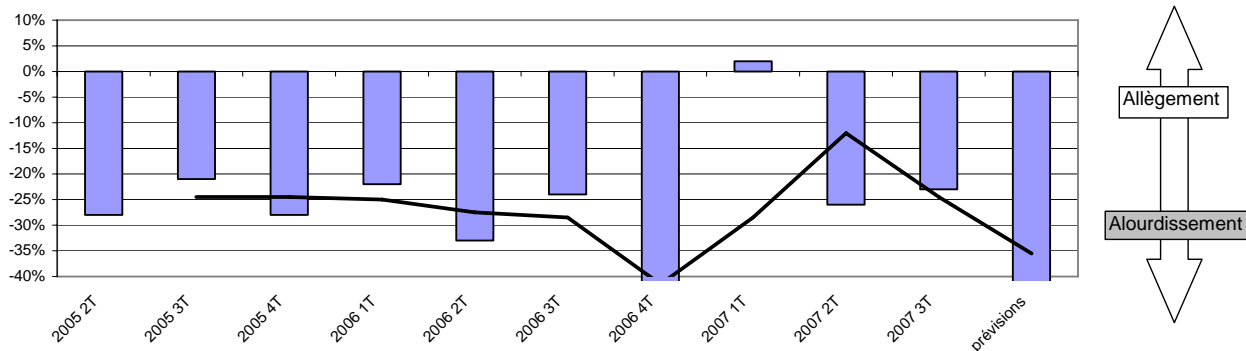
Après une période de dégradation observée au premier et second trimestre 2007, l'activité des entreprises présente une légère amélioration au troisième trimestre qui semblerait se maintenir le trimestre suivant.



Source IEOM - enquête de conjoncture.

L'opinion des patrons, quant à l'alourdissement de leurs charges connues ces derniers trimestres, reste plutôt négative pour le trimestre à venir, malgré une situation qui semble s'améliorer.

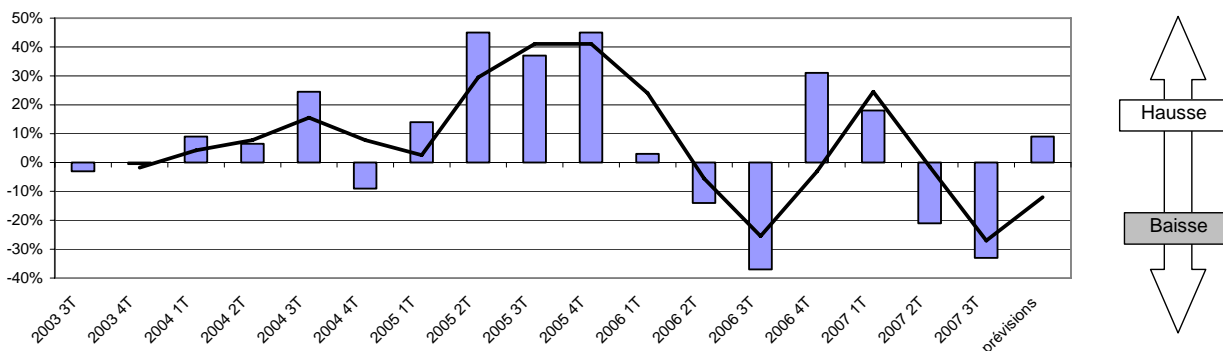
Evolution du solde des opinions concernant les charges de personnel



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Après une période d’allègement des charges de personnel durant le premier trimestre 2007, les chefs d’entreprise affirment subir depuis le second trimestre 2007 un alourdissement de leurs charges qui s’amplifierait le trimestre suivant.

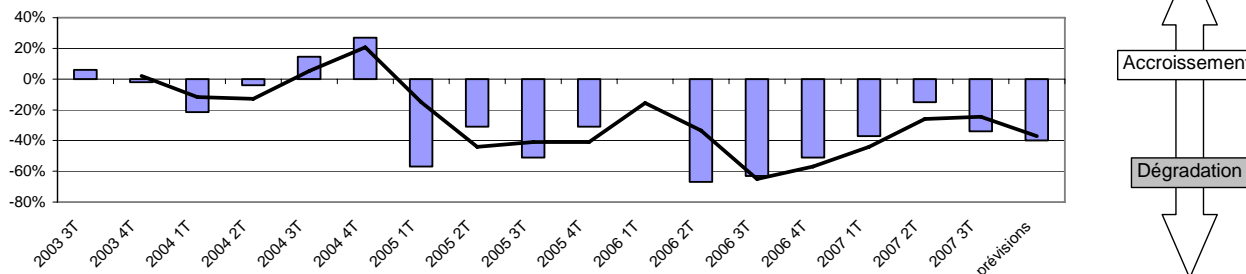
Evolution du solde des opinions concernant le prix de vente



Source IEOM - enquête de conjoncture.

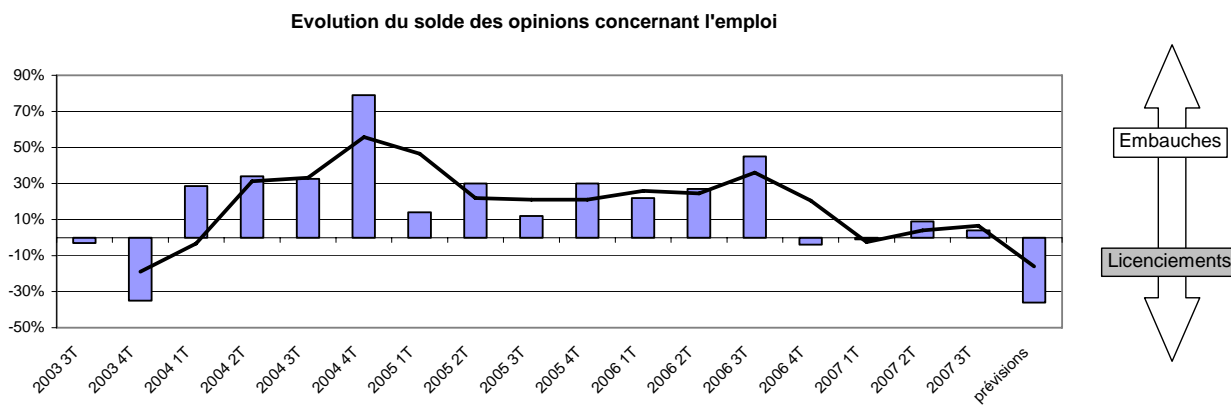
Le troisième trimestre 2007 a été caractérisé par une baisse des prix de vente, manifestée par l’entrée d’un nouveau concurrent sur le marché.

Evolution du solde des opinions concernant la trésorerie



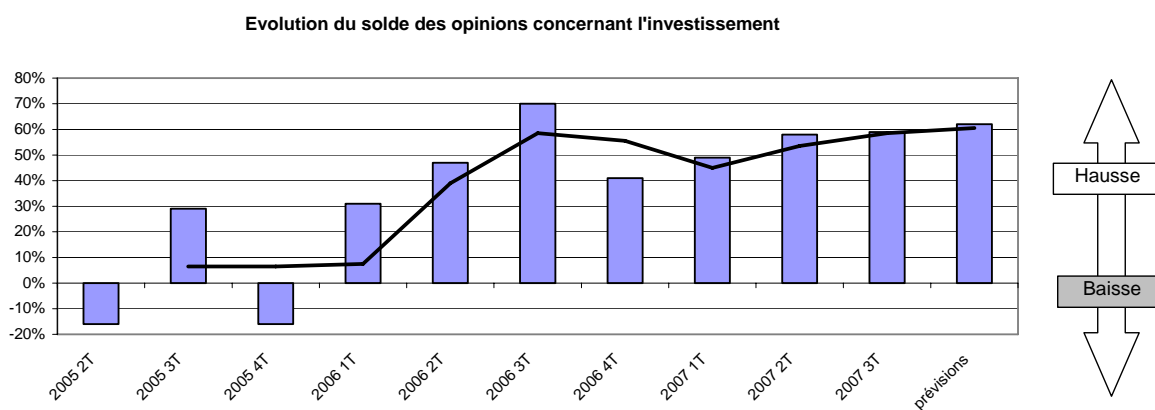
Source IEOM - enquête de conjoncture.

Les difficultés de trésorerie loin de se résorber, se renforcent ce trimestre. L’opinion des dirigeants se révèle plutôt négative, ils prévoient une dégradation de leur trésorerie pour le prochain trimestre.



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Le solde d'opinion concernant l'emploi a été relativement stable au cours des trois premiers trimestres de l'année 2007. Néanmoins, sur le quatrième trimestre, les dirigeants prévoient de licencier.



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Les entrepreneurs envisagent malgré tout d'investir en dépit des difficultés de trésorerie connues ces derniers trimestres et de l'atonie de l'activité.

Points particuliers soulignés par les entreprises :

Parmi les commentaires formulés par les entreprises, nous mettons en exergue les points suivants :

- ✓ Certains chefs d'entreprises connaissent des problèmes de gestion de trésorerie, résultant d'un décalage entre les délais de paiement des clients et ceux des fournisseurs, mais également d'un alourdissement des charges lié à une augmentation des prix des hydrocarbures et de l'électricité.
- ✓ Les délais de paiement des clients préoccupent les dirigeants. Certains entrepreneurs manifestent leur volonté de réduire, voire supprimer les crédits accordés à leurs clients pour favoriser le paiement comptant afin d'éviter les impayés.

- ✓ L'atonie de l'activité économique sur Wallis-et-Futuna rend les dirigeants pessimistes quant à l'avenir de leur activité.
- ✓ Enfin, le souhait récurrent des investisseurs, d'avoir plus de souplesse de la part des établissements de crédit concernant les crédits et l'accès aux différentes aides financières disponibles, est mentionné à nouveau dans cette enquête de conjoncture.

Evolution du nombre d'entreprises

Tous secteurs confondus, le solde des créations et fermetures d'entreprises patentées sur le Territoire s'établit à 26 entreprises, soit une augmentation de + 7,3 % en trois mois. En terme de créations, les secteurs du BTP et des services se démarquent des autres secteurs avec respectivement 13 et 10 entreprises créées.

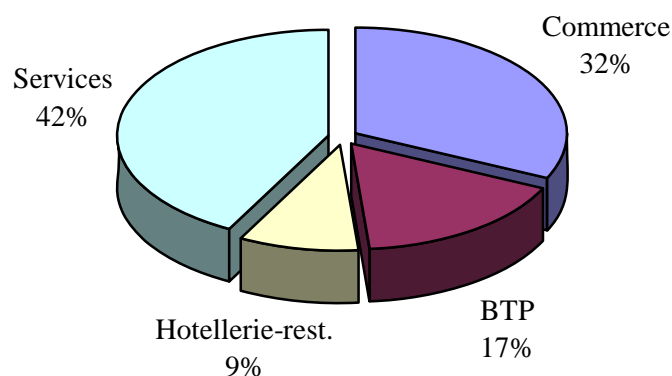
Entreprises de Wallis et Futuna

Secteurs	Nombre total d'entreprises au 31/03/06	Nombre total d'entreprises au 30/06/07	Fermetures 3ème trimestre 2007	Créations 3ème trimestre 2007	Nombre total d'entreprises au 30/09/07
Commerce	120	120	2	5	123
BTP	55	54	3	13	64
Hotellerie-rest.	33	32	1	4	35
Services	141	152	0	10	162
Total	349	358	6	32	384

Source : Service des contributions diverses

Depuis le début de l'année 2007, le nombre d'entreprises a augmenté de 10 % (349 entreprises au 31 mars 2007). La principale origine provient du secteur des services enregistrant 21 entreprises de plus qu'au premier trimestre 2007. Le nombre d'entreprises dans le secteur du BTP a augmenté de façon moins significative depuis le 31 mars 2007, passant de 55 entreprises à 64 ce trimestre.

Répartition des entreprises par secteur au 30/09/07



Source : Service des contributions diverses

1.2 LA DEMANDE DES MENAGES

1.2.1 LA CONSOMMATION DES MENAGES

Le produit des taxes intérieures de consommation :

A fin septembre 2007, les taxes intérieures de consommation accusent une hausse de 3,6 % par rapport à la même période de l'année précédente, atteignant 317,9 millions de F CFP. Cette augmentation s'explique en partie par la hausse des taxes perçues sur les alcools (13,6 %), compensant largement les baisses sur les tabacs (-1,7 %) et les hydrocarbures (-1,5 %).

Evolution des taxes intérieures de consommation

<i>Données fiscales en millions de F CFP</i>	Cumul au 30/09/2006	Cumul au 30/09/2007	Variation cumul / cumul (n-1)
Taxe intérieure de consommation - alcools	105,8	120,2	13,65%
Taxe intérieure de consommation - tabacs	96,8	95,1	-1,75%
Taxe intérieure de consommation - hydrocarbures	104,2	102,6	-1,53%
TOTAL	306,7	317,9	3,64%

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

Les crédits à la consommation :

L'évolution des crédits à la consommation au 30 septembre 2007 progresse de 3,8 % sur le trimestre atteignant 906,9 millions de F CFP. Le poids grandissant des prêts personnels non affectés, + 5,9 % sur les trois mois, assure cette tendance à la hausse des crédits à la consommation. A contrario, les prêts personnels affectés enregistrent une baisse de 0,8 % au troisième trimestre 2007 par rapport au trimestre précédent, résultant d'une nette diminution des crédits sur les véhicules non compensée par une hausse de 24,1 % des prêts visant à financer des équipements des ménages.

En rythme annuel, l'encours des crédits à la consommation augmente de 4,1 %. Cette croissance suit la même tendance qu'en rythme trimestriel.

Encours des crédits à la consommation

<i>en milliers de F CFP</i>	30/09/2006	30/06/2007	30/09/2007	Variation sur trois mois	Variation sur un an
prêts personnels (non affectés)	482 680	608 466	644 163	5,9%	33,5%
véhicules	363 330	204 209	187 574	-8,1%	-48,4%
véhicules neufs	355 932	201 601	185 861	-7,8%	-47,8%
véhicules occasion	7 398	2 608	1 713	-34,3%	-76,8%
appareils ménagers	25 135	60 514	75 113	24,1%	-
divers	85	133	24	-82,0%	-71,8%
sous total prêts affectés	388 550	264 856	262 711	-0,8%	-32,4%
TOTAL	871 230	873 322	906 874	3,8%	4,1%

Source : BWF

Les achats de véhicules neufs :

Les immatriculations de véhicules neufs suivent une forte hausse au troisième trimestre 2007, tant au niveau des automobiles (+12,3 %) que des deux roues (multipliés par 2).

Il convient de noter que Wallis rassemble la plupart des mises en service de véhicules neufs et des deux roues par rapport à Futuna.

En cumul glissant sur douze mois, les ventes de véhicules automobiles et des deux roues enregistrent des hausses respectives de 41,8 % et de 48,3 %.

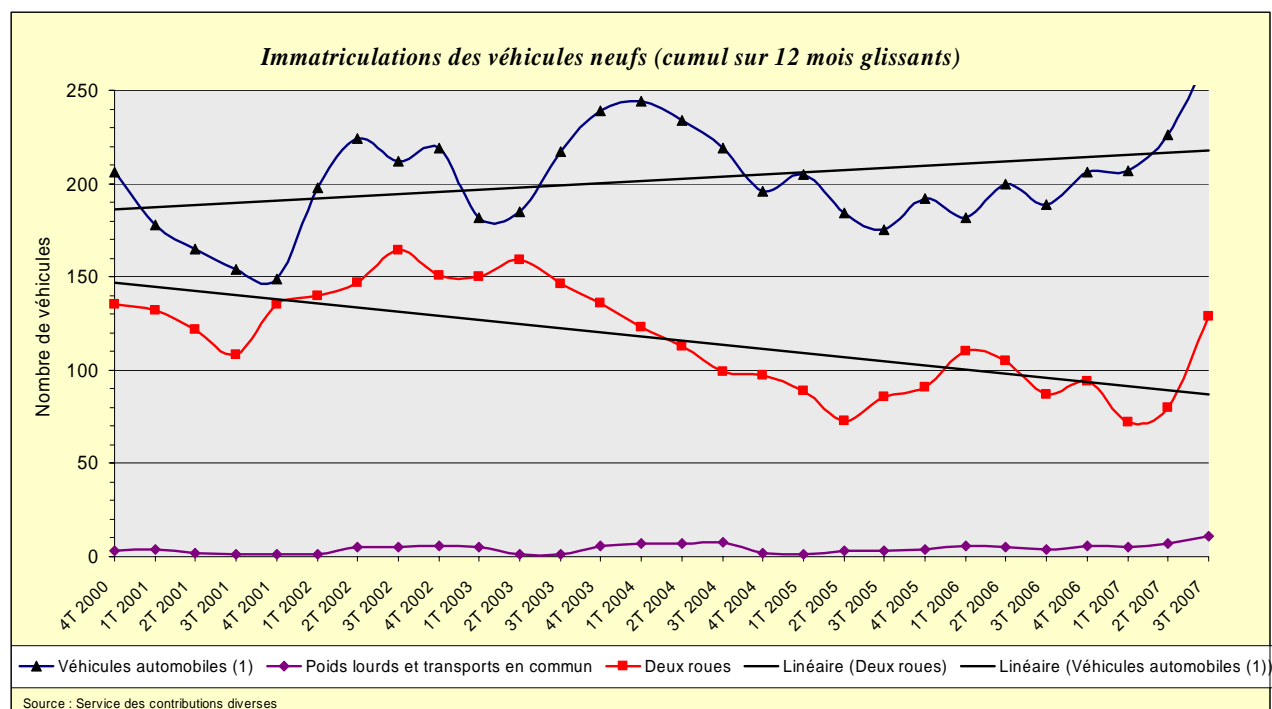
Immatriculations de véhicules neufs

	Cumul sur 12 mois glissants au 30/09/2006	2nd trimestre 2007	3ème trimestre 2007	Cumul sur 12 mois glissants au 30/09/2007	Variation du cumul au 30/09/07 comparé au cumul au 30/09/06	Variation trimestrielle
Véhicules automobiles (1)	189	65	73	268	41,8%	12,3%
Wallis	179	56	63	245	36,9%	12,5%
Futuna	10	9	10	23	-	11,1%
Deux roues	87	20	61	129	48,3%	-
Wallis	62	19	61	120	93,5%	-
Futuna	25	1	0	9	-64,0%	-100,0%

Source : Service des contributions diverses

(1) sauf poids lourds et transports en commun

La tendance à la baisse des immatriculations des deux roues observée depuis 2001, ne s'est pas confirmée ce trimestre. Toutefois, l'augmentation au troisième trimestre des véhicules automobiles témoigne la tendance haussière constatée depuis 2000. Enfin, L'évolution du nombre de poids lourds demeure peu significative pour une interprétation tendancielle.



(1) Sauf poids lourds et transports en commun.

1.2.2 LA VULNERABILITE DE LA TRESORERIE DES MENAGES

A la fin du troisième trimestre 2007, 366 personnes physiques étaient en interdiction bancaire sur le Territoire contre 361 trois mois plus tôt (+ 1 %) et 376 un an auparavant (- 3 %).

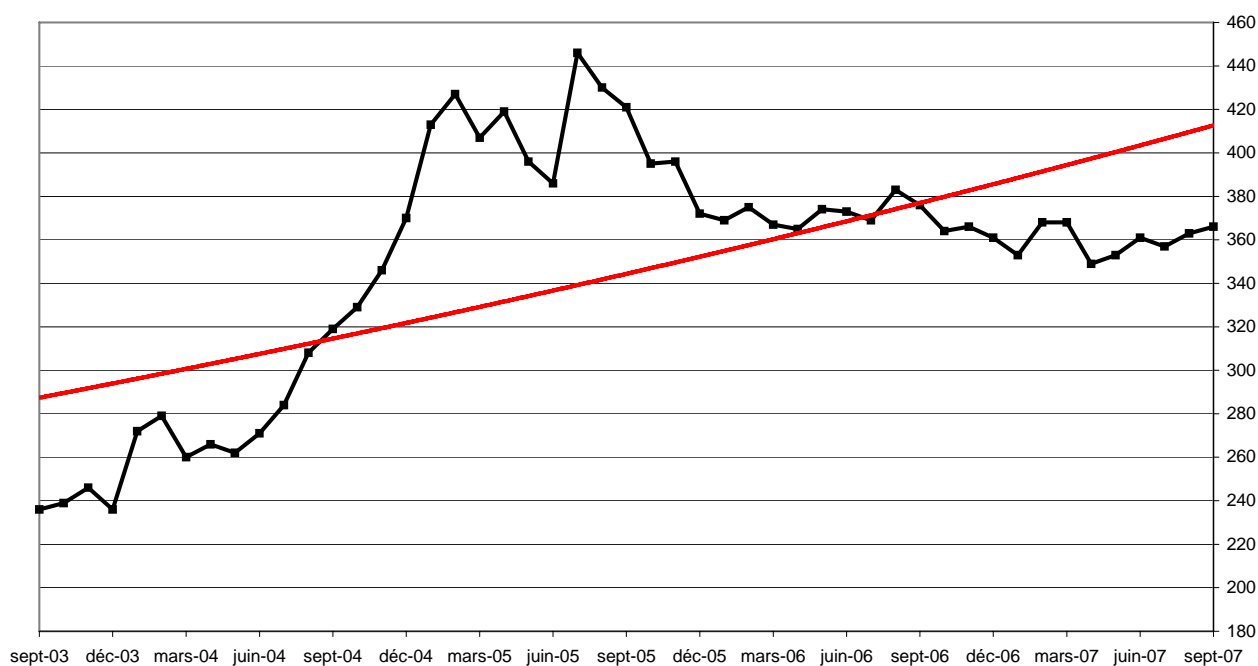
Nombre de personnes en interdictions bancaires

Date	Au 30/09/06	Au 31/03/07	Au 30/06/07	Au 30/09/07	Variation m-3	Variation m-6	Variation m-12
Nombre	376	368	361	366	1%	-1%	-3%

source : IEOM

L'analyse en tendance de la vulnérabilité de la trésorerie des ménages sur les quatre années révèle une croissance du nombre d'interdits bancaires, passant de 236 personnes physiques en interdictions bancaires au 30 septembre 2003 à 366 quatre ans plus tard (+ 55 %), malgré la baisse significative due à l'effet « bingo » interdisant le jeu sur le Territoire fin juin 2005. En revanche, depuis le début de l'année 2007, le nombre d'interdits bancaires ne présente que de faibles variations.

Evolution du nombre de personnes physiques en interdictions bancaires à Wallis et Futuna depuis septembre 2003



Source : IEOM

1.3 LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

1.3.1 L'EMPLOI

Les données provisoires, établies notamment par la CLR sur la base des cotisations versées, permettent de constater que le nombre de salariés du Territoire aurait progressé de + 0,9 % en 2006. On dénombre ainsi 1 836 personnes recensées par la CLR contre 1 820 en 2005. Cette évolution repose sur la légère hausse des emplois du secteur privé (+ 2,4 %) résultant principalement d'un meilleur recouvrement des cotisations auprès des entreprises. Les secteurs du commerce et des services semblent connaître une augmentation de leurs effectifs salariés, tandis que l'industrie, l'artisanat et le BTP emploieraient moins de salariés qu'en 2005. Au total, le secteur privé représente 33 % de l'ensemble des salariés du Territoire.

Les effectifs du secteur public et semi-public sont stables sur l'année 2006 et représentent respectivement 56,8 % et 10,2 % des emplois.

Il convient de souligner l'importance des chantiers de développement, emplois temporaires financés intégralement par les autorités publiques, notamment pour soutenir le travail.

Répartition par secteurs d'activité des effectifs salariés inscrits à la CLR

	déc-05		déc-06		Glissement annuel
	nombre	part en %	nombre	part en %	
Secteur privé	593	32,6%	607	33,0%	2,4%
dont :					
Industrie/Artisanat	100	5,5%	92	5,0%	-8,1%
BTP	79	4,4%	55	3,0%	-30,5%
Commerce	202	11,1%	241	13,1%	19,2%
Services	164	9,0%	181	9,9%	10,3%
Employés de maison	46	2,5%	37	2,0%	-20,1%
Secteur semi-public*	186	10,2%	187	10,2%	0,4%
Secteur public	1041	57,2%	1042	56,8%	0,1%
Total	1820	100,0%	1836	100,0%	0,9%
Contrats de développement	272	14,9%	350	19,1%	29,0%

Source CLR-CCPF

* Secteur regroupant des établissements publics ou institutions conventionnées avec l'Etat dont les budgets ne sont pas des budgets territoriaux, comme la CLR-CCPF, la DEC (Direction de l'Enseignement Catholique), RFO, l'IEOM...

1.3.2 LES SALAIRES

Le SMIG mensuel a été porté de 74 478 F CFP à 76 339 F CFP, soit +2,5 % à compter du 1^{er} janvier 2007.

Les salaires des agents permanents de l'administration territoriale, complètement déconnectés du SMIG mensuel, ont été revalorisés de + 1,5 % depuis le 1^{er} janvier 2007 et portés pour le salaire minimum de base de 103 741 F CFP au 31/12/2006 à 105 297 F CFP.

L'importance de l'écart entre le SMIG et les salaires moyens de l'administration pourrait constituer un facteur d'incitation à la recherche d'emploi dans le secteur public pour les demandeurs d'emploi et les salariés du secteur privé.

1.3.3 LES PRIX

D'après le service territorial de la statistique et des études économiques, les prix ont diminué de 2,1 % au cours du troisième trimestre. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des prix des produits alimentaires (- 3,5 %) et des produits manufacturés (- 1,4 %). A contrario, les prix des services ont augmenté de 0,4 %.

En glissement annuel, la progression de l'indice des prix à la consommation est de + 0,5 % contre + 1,4 % au trimestre précédent. Les prix des produits alimentaires diminuent de 0,3 %, tandis que ceux des produits manufacturés et des services augmentent respectivement de + 1,1% et de + 1,5 %.

Il est nécessaire de rappeler que le calcul de l'indice actuel devrait être mis à jour prochainement (nouvelles pondérations, élargissement du panier de prix) par le Service Territorial des Statistiques, suite aux résultats de l'enquête sur le budget des familles, réalisée en 2006.

Evolution de l'indice des prix à la consommation

	3ème trimestre 2006	2nd trimestre 2007	3ème trimestre 2007	Variation / trimestre précédent	Glissement annuel
Indice global (IPC)	133,78	137,44	134,52	-2,12%	0,55%
Indice des produits alimentaires	123,42	127,54	123,06	-3,51%	-0,29%
Indice des produits manufacturés	139,57	143,15	141,18	-1,38%	1,15%
Indice des services	160,37	162,13	162,85	0,44%	1,55%

base 100 : 3ème trimestre 1989

Source : STSEE

1.3.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Les taxes à l'importation

Au troisième trimestre 2007, les recettes des droits de douane et de la taxe d'entrée s'établissent à 779 millions de F CFP en progression de près de 9 % par rapport à la fin du mois de septembre de l'année précédente. Cette augmentation résulte des hausses respectives des droits de douanes de + 15,7 % et des taxes d'entrée de + 6,6 %.

Evolution des droits de douane et des taxes à l'entrée

<i>Données fiscales en millions de F CFP</i>	Cumul au 30/09/2006	Cumul au 30/09/2007	Variation p/r à l'exercice précédent
Droits de douanes ⁽¹⁾	188,3	217,9	15,71%
Taxes d'entrée ⁽²⁾	526,2	560,8	6,57%
TOTAL	715	779	8,98%

⁽¹⁾ Sur les marchandises en provenance de pays extérieurs à l'UE

⁽²⁾ Sur toutes les marchandises

Source : Service des Douanes et Affaires maritimes

Les importations

Ce trimestre, les importations du Territoire ont atteint 1.324,1 millions de F CFP, en hausse de 12,5 % relativement au trimestre précédent. Les importations en produits alimentaires (+ 28,4 %) et en matériel de transport (+ 23,4 %) sont les deux postes qui sont à l'origine de cette progression compte tenu de leur poids respectifs dans le total des importations.

Cependant les importations enregistrant une baisse ce trimestre portent sur les rubriques « linges et accessoires » (- 39,6 %) et « marchandises et produits divers » (- 21,5 %). Ces derniers représentent une part dérisoire du total des importations.

Par ailleurs, il est à noter que le cumul des importations au 30 septembre 2007 équivaut à 76 % du total des importations de 2006. Cela signifie que le niveau d'importation est légèrement supérieur à celui de l'année dernière à la même époque. Le taux de réalisation théorique s'établissant à 75 % en fin de 3^{ème} trimestre.

Importations en valeur

en millions de F CFP	Total 2006		1er Trimestre 2007		2nd Trimestre 2007		3ème Trimestre 2007		Variation trimestrielle	Cumul depuis le début de l'année 2007	Importations 2007 / total 2006
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part			
Produits alimentaires	1 342,2	27,0%	365,8	28,5%	289,8	24,6%	372,2	28,1%	28,4%	1 027,8	76,6%
Matériel de transport	671,6	13,5%	193,0	15,0%	146,4	12,4%	180,6	13,6%	23,4%	520,0	77,4%
Produits minéraux (ciments, Fournitures, BTP ...)	784,1	15,8%	219,6	17,1%	220,9	18,8%	229,4	17,3%	3,8%	669,9	85,4%
Machines et appareils (1)	533,3	10,7%	143,8	11,2%	115,2	9,8%	119,6	9,0%	3,8%	378,6	71,0%
Industries chimiques (2)	557,9	11,2%	138,5	10,8%	125,9	10,7%	141,1	10,7%	12,1%	405,5	72,7%
Linges et accessoires	417,5	8,4%	99,6	7,8%	109,7	9,3%	133,1	10,1%	21,3%	342,4	82,0%
Marchandises et produits	259,3	5,2%	34,8	2,7%	74,0	6,3%	44,7	3,4%	-39,6%	153,5	59,2%
Papiers, cartons	142,4	2,9%	22,6	1,8%	47,4	4,0%	37,2	2,8%	-21,5%	107,2	75,3%
Objets d'art et de collection	105,6	2,1%	29,1	2,3%	18,8	1,6%	27,4	2,1%	45,7%	75,3	71,3%
Instrument et appareils	163,6	3,3%	36,6	2,9%	28,9	2,5%	38,7	2,9%	33,9%	104,2	63,7%
Armes et munitions	0,1	0,0%	0,1	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	-	0,1	100,0%
Total	0,3	0,0%	0,0	0,0%	0,1	0,0%	0,1	0,0%	-	0,2	66,7%
Total	4 977,9	100,0%	1 283,5	100,0%	1 177,1	100,0%	1 324,1	100,0%	12,5%	3 784,7	76,0%

Source : Service des Douanes

(1) électroménager, hi-fi, informatique... (2) médicaments, hygiène, peinture... (3) mobilier, articles de sport...

En glissement annuel, le cumul des importations a augmenté de 9,1 % par rapport aux importations des trois premiers trimestres 2006 (3 469,7 millions de F CFP).

1.3.5 SUIVI DES RECETTES FISCALES

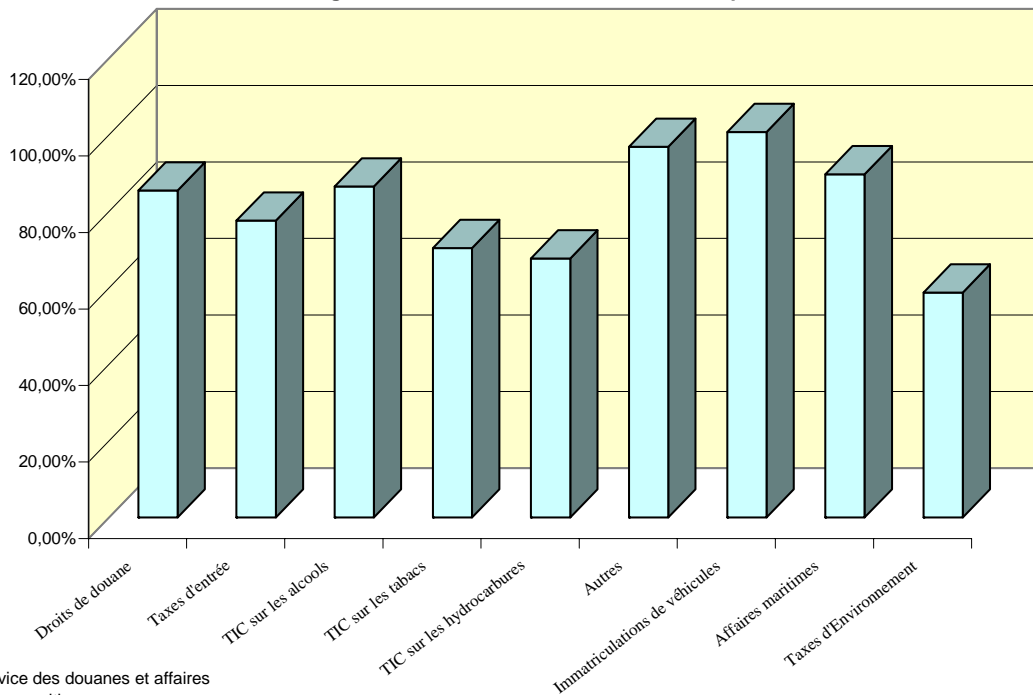
Les recettes fiscales perçues au 30 septembre 2007 s'établissent à 1.288,1 millions de F CFP contre 1.184,9 millions de F CFP à la même période de l'année précédente, soit + 8,7 %. Ces recettes représentent 81,3 % de l'objectif prévu dans le budget primitif 2007. Le produit des impôts directs perçu à fin septembre 2007 (127,8 millions de F CFP) est supérieur au montant inscrit au budget primitif 2007 (109 millions de F CFP). Les recettes des taxes et droits indirects s'élèvent à 1.161,1 millions de F CFP ce trimestre contre 1.078,5 millions de F CFP à la fin septembre 2006, en augmentation de 7,6 %. Elles représentent 78,7 % du niveau des recettes prévu au budget prévisionnel 2007.

Evolution budgétaire des recettes fiscales

Recettes en millions de F CFP		...prévues au budget primitif 2007	...réalisées au 30/09/2007	% réalisé
Recettes douanieres	Droits de douane	255	217,89	85,4%
	Taxes d'entrée	723	560,85	77,6%
	Sous total	978	778,74	79,6%
	Taxes intérieures de consommation :			
	alcools	139	120,22	86,5%
	tabacs	135	95,03	70,4%
hydrocarbures	152	102,59	67,7%	
Autres	7,0	6,78	96,9%	
Sous total	432,6	324,62	75,0%	
Taxes diverses	Immatriculations de véhicules	5	5,44	100,7%
	Affaires maritimes	55	49,32	89,7%
	Taxes d'Environnement	5,0	2,94	58,8%
	Sous total	65,4	57,70	88,2%
Total Taxes et droits indirects	1476,0	1161,06	78,7%	
Impôts directs	109,0	127,08	116,6%	
TOTAL	1585,0	1288,14	81,3%	
Ventes des tabacs	233	170,21	73,1%	

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

Réalisations budgétaires - recettes du Territoire au 30 septembre 2007



Source : Service des douanes et affaires maritimes

1.3.6 L'ENERGIE

L'énergie électrique

Le troisième trimestre 2007 se caractérise par une baisse de 0,9 % de la production d'électricité et une légère progression des ventes de + 0,4 % par rapport au trimestre précédent, induisant un meilleur rendement. Sur le trimestre, Wallis révèle une régression des ventes (- 0,4 %) et du nombre d'abonnés (- 0,9 %) tandis que la situation de Futuna s'améliore.

Sur le plan annuel, la production globale d'électricité a progressé de 3,9 % et les ventes totales d'électricité enregistrent une hausse de 5,3 %. Le nombre d'abonnés, Wallis et Futuna confondus, augmente de 1,4 % ce trimestre.

Evolution de la production et de la distribution d'électricité

	3ème trimestre 2006	2nd trimestre 2007	3ème trimestre 2007	Variation / 2nd trim 2006	Variation trimestrielle
Production globale (milliers de kWh)	4 801	5 032	4 988	3,9%	-0,9%
Wallis	3 947	4116	4073	3,2%	-1,0%
Futuna	854	916	915	7,1%	-0,1%
Ventes totales (milliers de kWh)	3974	4171	4186	5,3%	0,4%
Wallis	3186	3361	3348	5,1%	-0,4%
Futuna	788	810	838	6,3%	3,5%
Abonnés	3 611	3 671	3 660	1,4%	-0,3%
Wallis	2502	2561	2539	1,5%	-0,9%
Futuna	1109	1110	1121	1,1%	1,0%

Source : EEWf

Au cours du troisième trimestre 2007, les prix de l'électricité accusent une baisse moyenne de 1,3 % sur le trimestre. Aussi, le prix moyen du kWh pour la basse tension a été ramené de 72,33 F CFP fin mars 2007 à 71,41 F CFP fin septembre 2007, et celui de la moyenne tension, de 56,51 F CFP à 55,79 F CFP.

En rythme annuel, les tarifs progressent de manière homogène à + 4,9 %.

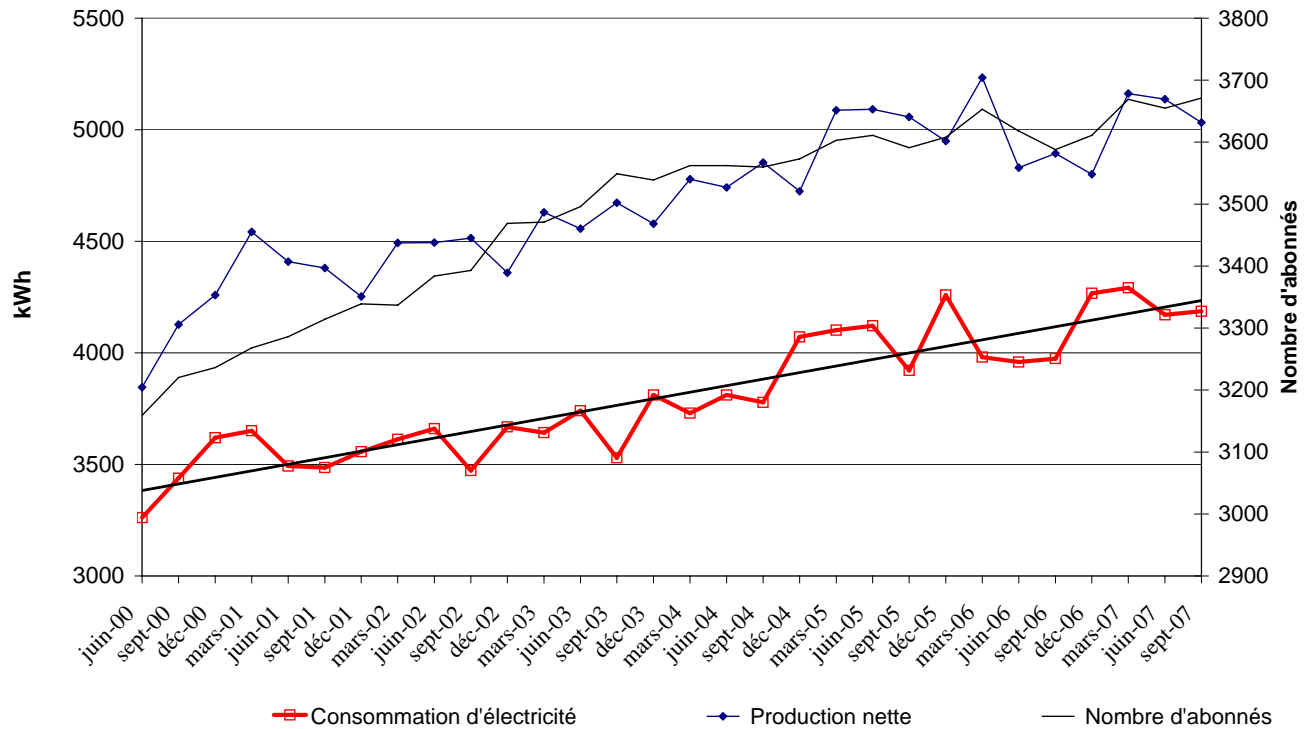
Evolution de la tarification de l'énergie électrique

<i>prix du kWh en F CFP</i>	3ème trimestre 2006	2nd trimestre 2007	3ème trimestre 2007	Variation / 2nd trim. 2006	Variation trimestrielle
Basse tension					
Petits utilisateurs	68,09	72,33	71,41	4,9%	-1,3%
1ère tranche	85,11	90,41	89,26	4,9%	-1,3%
2ème tranche	68,09	72,33	71,41	4,9%	-1,3%
3ème tranche	51,07	54,25	53,56	4,9%	-1,3%
Prix moyen	68,09	72,33	71,41	4,9%	-1,3%
Moyenne tension					
1ère tranche	63,83	67,81	66,95	4,9%	-1,3%
2ème tranche	42,56	45,21	44,63	4,9%	-1,3%
Prix moyen	53,20	56,51	55,79	4,9%	-1,3%

Source : EEWf

Depuis 2000, le secteur de l'électricité profite d'une croissance de la demande. Le nombre d'abonnés est ainsi passé de 3 200 à 3700 en sept ans, conduisant à une hausse de la consommation et de la production.

Production et vente trimestrielles d'électricité à Wallis et Futuna



Source : EEWF

Les hydrocarbures

L'ensemble des indicateurs de consommation d'hydrocarbures semble à la hausse au troisième trimestre 2007. Après avoir connu une période de baisse les trois derniers trimestres, la consommation de gasoil augmente de 4,6 % (1.938,6 milliers de litres) sur le trimestre. Les ventes d'essence, de pétrole Jet A1 et de gaz butane enregistrent des hausses respectives de 3,3 %, 6,2 % et 9,4 % par rapport au trimestre précédent.

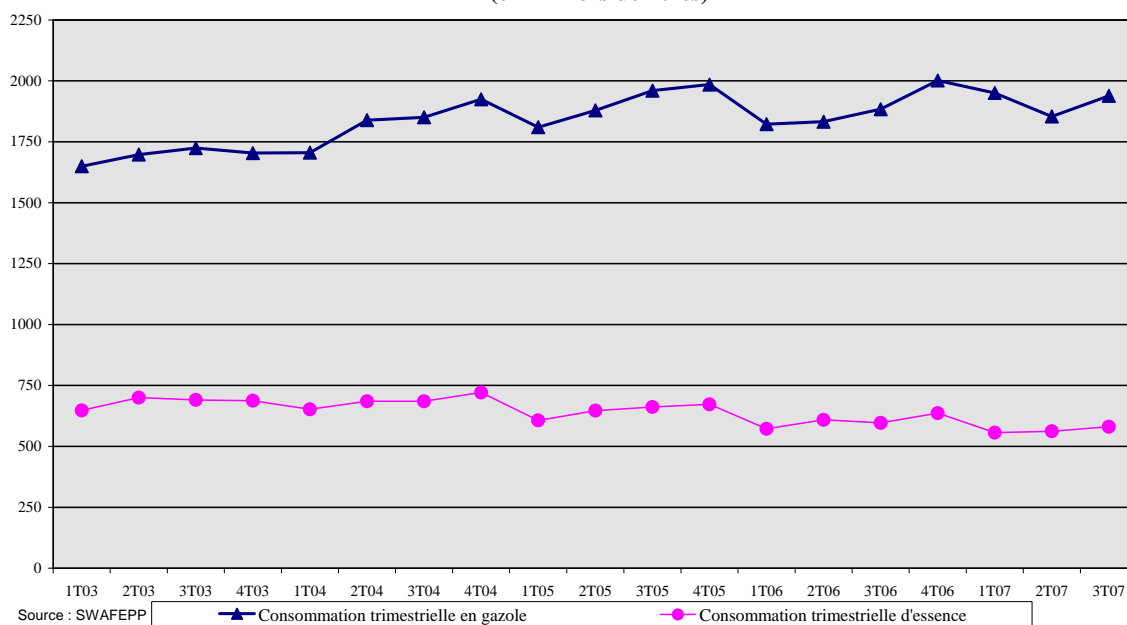
En cumul annuel, la consommation de gasoil et de pétrole Jet A1 augmente respectivement de 2,9 % et de + 39,8 %, contrairement à celle de l'essence et du gaz butane qui diminuent de - 4,7 % et de - 1,1 %.

Evolution de la consommation d'hydrocarbures (milliers de litres)

	Cumul		Variation / Cumul n-1	2nd trimestre 2007	3ème trimestre 2007	Variation / trimestre précédent	Rappel 3ème trimestre 2006
	(octobre 2005- septembre 2006)	(octobre 2006 - septembre 2007)					
Essence							
Wallis	2089,0	2000,5	-4,2%	479,8	503,5	4,9%	518,5
Futuna	360,8	333,1	-7,7%	81,9	76,7	-6,3%	77,9
Total	2449,8	2333,6	-4,7%	561,7	580,2	3,3%	596,4
Gazole							
Wallis	5887,5	6054,9	2,8%	1459,0	1528,0	4,7%	1486,4
Futuna	1637,0	1690,1	3,2%	394,9	410,7	4,0%	397,7
Total	7524,5	7745,0	2,9%	1853,9	1938,6	4,6%	1884,1
Pétrole Jet A1							
Wallis	705,1	989,6	40,3%	231,4	247,3	6,9%	192,9
Futuna	5,7	4,3	-24,6%	1,6	0,2	-87,5%	1,0
Total	710,8	993,9	39,8%	233,0	247,5	6,2%	193,9
Gaz butane (Total)	240,4	237,8	-1,1%	60,2	65,8	9,4%	62,6

Source : SWAFEPP

**Consommation trimestrielle d'hydrocarbures à Wallis et futuna
(en milliers de litres)**



1.3.7 LES ECHANGES

Le trafic aérien

Trafic international

Au troisième trimestre 2007, l'évolution du trafic international est en hausse par rapport au trimestre précédent. Le nombre de vols a été porté de 56 à 68, soit une augmentation de 21,4 % pour 15,7 % de passagers en plus. Le fret de marchandises continue sa progression (+ 38,5 %), tandis que le transport postal diminue de 42,9 % par rapport au second trimestre 2007.

En glissement annuel, l'évolution du trafic international suit la même tendance haussière. Le nombre de vols et de passagers augmente de + 17,2 % et de + 9 %.

Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - international

	3ème trimestre 2006	2nd trimestre 2007	3ème trimestre 2007	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
Nombre de vols	58	56	68	17,2%	21,4%
Passagers	6 031	5 683	6 575	9,0%	15,7%
- Arrivées	2 889	2 806	3 206	11,0%	14,3%
- Départs	3 142	2 877	3 369	7,2%	17,1%
Fret (kg)	36 843	33 646	46 599	26,5%	38,5%
Poste (kg)	15 979	23 936	13 658	-14,5%	-42,9%

Source : Aviation civile

Trafic domestique

En variation trimestrielle, le nombre de passagers diminue de - 3,9 %, bien que le nombre de vols progresse + 2,7 %. En revanche, sur les douze derniers mois, l'évolution du trafic intérieur progresse de + 16,8 % en nombre de vols, enregistrant 3 577 passagers contre 3 280 un an plus tôt.

Le volume de fret marchandises et postal enregistrent des baisses respectives de - 29 % et - 31,5 % au cours de ce trimestre, à l'inverse de l'évolution annuelle, + 40,4 % pour le fret et +14,1 % pour le transport postal.

Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - domestique

	3ème trimestre 2006	2nd trimestre 2007	3ème trimestre 2007	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
Nombre de vols	298	339	348	16,8%	2,7%
Passagers	3 280	3 724	3 577	9,1%	-3,9%
- Arrivées	1 699	1 922	1 820	7,1%	-5,3%
- Départs	1 581	1 802	1 757	11,1%	-2,5%
Fret (kg)	4 344	8 587	6 099	40,4%	-29,0%
Poste (kg)	1 959	3 265	2 236	14,1%	-31,5%

Source : Aviation civile

En glissement annuel, l'évolution du trafic aérien progresse de + 16,8 % en nombre de vols, enregistrant 3 577 passagers contre 3 280 un an plus tôt. Le fret marque une forte hausse (+ 40,4 %).

Le trafic maritime

Au cours du troisième trimestre 2007, le Territoire a été ravitaillé par trois porte-conteneurs, trois pétroliers et un butanier, ce qui traduit une amélioration de la desserte maritime de 40 % sur trois mois. Comparativement à la même époque de l'année dernière, le nombre de touchées de navire porte-conteneurs diminue de 30 %.

Evolution des touchées de navires de commerce à Wallis

	3ème trimestre 2006	2nd trimestre 2007	3ème trimestre 2007	Variation annuelle	Variation trimestrielle
Porte - conteneurs	6	2	3	-50,0%	50,0%
Pétroliers	3	2	3	-	50,0%
Butaniers	1	1	1	-	-
Total	10	5	7	-30,0%	40,0%

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

1.3.8 LES TELECOMMUNICATIONS

La croissance du nombre d'abonnements téléphoniques s'est poursuivie au cours du troisième trimestre 2007, à un rythme annuel comparable au trimestre précédent, avec + 22,2 %. Le nombre total d'abonnés au téléphone s'est élevé à 2 395 ce trimestre. En variation trimestrielle, on constate une augmentation de 4,6 % du nombre d'abonnements téléphoniques.

Pour leur part, les abonnés à Internet ont connu une progression de 8,3 % par rapport au trimestre précédent, dynamisée par la mise en place, très récemment, de l'Adsl sur le Territoire.

Evolution du nombre d'abonnés Internet

	30-sept-06	30-juin-07	30-sept-07	Variation annuelle	Variation trimestrielle
Nombre d'abonnés Téléphone	1960	2289	2395	22,2%	4,6%
Nombre d'abonnés Internet	544	588	637	17,1%	8,3%
dont abonnés Adsl	-	-	128	-	-
Taux d'abonnés Internet et Adsl	28%	26%	27%	-	-

Source : Service des postes et télécommunications

1.3.9 EVOLUTION DES COURS DE CHANGE

Du fait de la forte appréciation de l'euro et de l'existence d'une parité fixe entre cette devise et le franc pacifique, celui-ci s'est apprécié, au cours du troisième trimestre 2007, par rapport à quatre des cinq devises observées. En effet, alors que vous échangez 88,4 F CFP contre 1 dollar américain trois mois plus tôt, au 30 septembre 2007, il ne vous faut que 84,2 F CFP.

En revanche, en rythme annuel, les devises néo-zélandaises et australiennes s'apprécient face au franc pacifique en gagnant respectivement 3,7 % et 5,7 %.

en XPF	Au	Au	Au	Au	Variations		
	30/09/2006	31/03/2007	30/06/2007	30/09/2007	m-3	m-6	m-12
100 JPY	79,91	75,86	72,96	72,96	0,00%	-3,83%	-8,69%
USD	94,26	89,60	88,36	84,16	-4,75%	-6,07%	-10,71%
AUD	70,23	72,39	75,12	74,24	-1,17%	2,55%	5,71%
NZD	61,43	64,01	68,18	63,69	-6,59%	-0,49%	3,69%
SGD	59,44	59,06	57,75	56,65	-1,90%	-4,09%	-4,69%

Source : IEOM

(nb : taux de change en fin de mois)

nota : la variation est celle de la devise étrangère par rapport au XPF (le signe - indique donc une appréciation du Franc pacifique par rapport à la monnaie étrangère)

2. L'EVOLUTION MONETAIRE ET FINANCIERE

L'examen de la situation monétaire de Wallis et Futuna est basé sur l'analyse des données fournies par les établissements ayant une activité sur le Territoire et qui sont donc soumis à déclaration auprès de l'IEOM. Pour les dépôts, sont concernés la banque locale et le Trésor public. Pour les crédits, seule la banque locale est concernée. L'analyse est affinée par la prise en compte des crédits distribués par les établissements installés hors de la zone d'émission de l'IEOM.

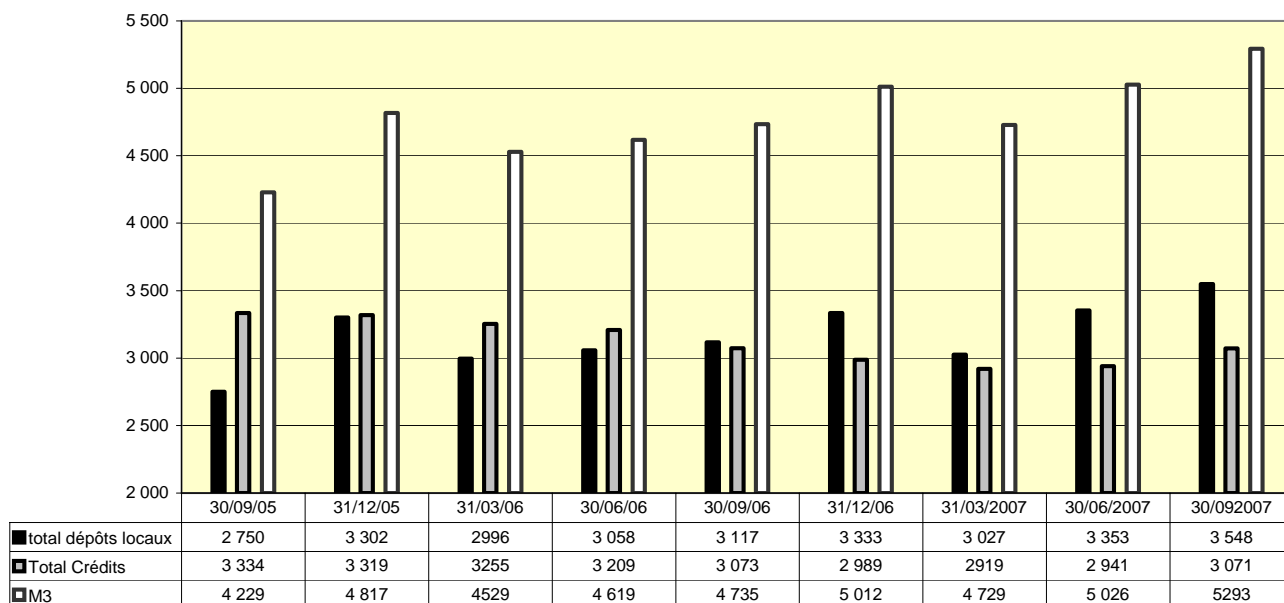
VUE GENERALE AU 30 JUIN 2007

-**Les dépôts collectés et gérés localement** progressent au troisième trimestre 2007 de 5,8 %, passant ainsi de 3.353 millions de F CFP au 30 juin 2007 à 3 548 millions de F CFP au 30 septembre 2007.

-**L'encours des crédits bancaires** atteint 3.071 millions de F CFP ce trimestre, en augmentation de 3,4 % par rapport à juin 2007.

-**La masse monétaire (M3)** poursuit sa progression ce trimestre. Elle s'établit à 5.293 millions de F CFP au 30 septembre 2007.

Evolution des principales données monétaires (valeurs en millions de F CFP)



nota : Les dépôts locaux cumulent ceux de la banque locale et du Trésor public.

Les crédits regroupent les concours consentis par la banque locale, l'AFD et la BEI.

2.1 LES ACTIFS FINANCIERS

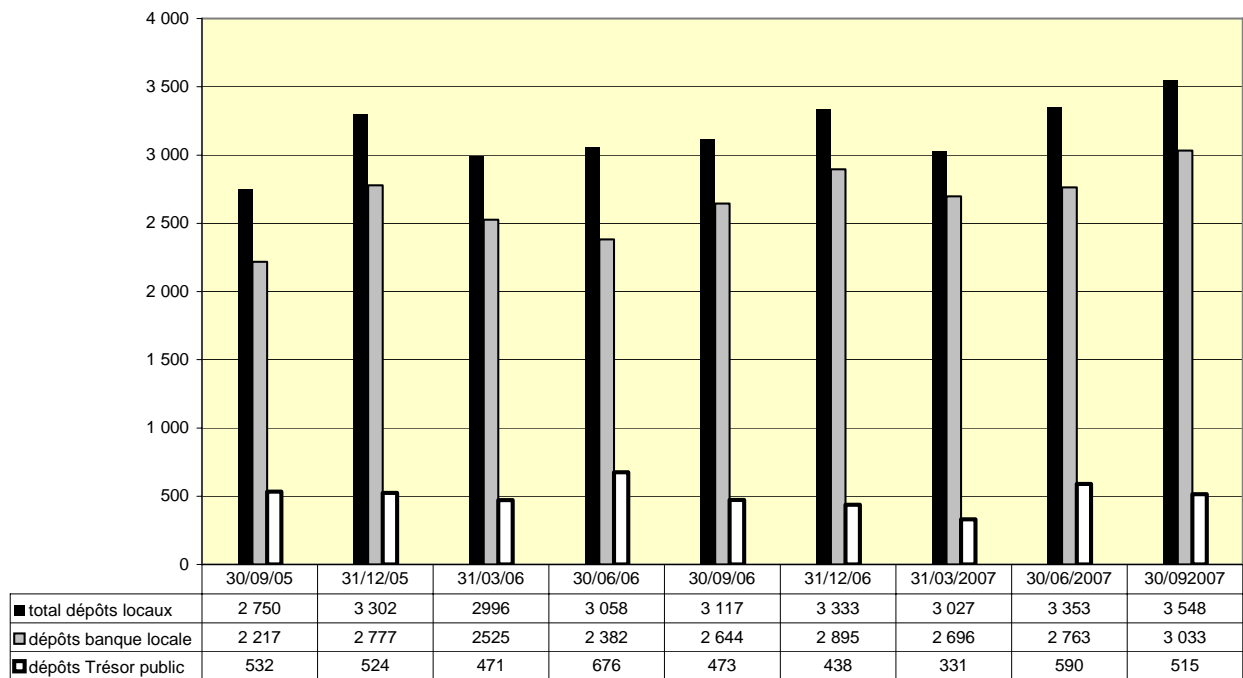
L'exiguïté du Territoire, la fermeture à terme de l'activité de "fonds particuliers" du Trésor et la faible diversité de l'offre bancaire induisent une réorientation de l'épargne au profit des établissements de Nouvelle-Calédonie et de métropole. Ce phénomène, favorisé par le développement de la gestion des comptes via Internet, est difficilement mesurable. Il perturbe l'analyse de l'évolution des dépôts sur le Territoire.

2.1.1 LES DEPOTS COLLECTES PAR LES ETABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE AUPRES DE LA CLIENTELE NON FINANCIERE (TABLEAU I)

Les statistiques de l'IEOM ne tiennent pas compte des dépôts locaux de la CLR-CCPF (Caisse Locale de Retraites et Caisse de Compensation des Prestations Familiales) et du SPT (Services des Postes et Télécommunications) qui n'étaient pas déclarés par le Trésor car assimilés à des fonds publics hors zone d'émission.

Les dépôts collectés par la banque locale augmentent de 9,8 % au troisième trimestre 2007 contrairement à ceux du Trésor public qui diminuent de 12,7 %.

Evolution des dépôts locaux (valeurs en millions de F CFP)



A fin septembre 2007, le montant des dépôts locaux s'affiche en hausse à 3.548 millions de F CFP (+ 5,8 %) par rapport au trimestre précédent.

Dans ce total, les dépôts à vue qui en représentent 66,26 % progressent de 2,2 % à 2.351 millions de F CFP au 30 septembre 2007.

La part des comptes sur livrets est ramenée de 11,84 % trois mois plus tôt à 10,20 % pour un montant de 362 millions de F CFP, en baisse de 8,8 % par rapport au trimestre précédent.

Globalement, l'encours collecté par la Banque locale progresse de 5,8 % ce trimestre sous l'impulsion des dépôts à terme (+ 27,5 %) tandis que celui du Trésor Public diminue de 12,7 % en raison de la baisse de l'encours des dépôts à vue.

TABLEAU I

Epargne collectée par les établissements locaux pour leur propre compte (hors zone d'émission)

en millions de F CFP	30/09/2006	31/03/2007	30/06/2007	30/09/2007	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m/m-6	m/m-3
Dépôts à vue	2 307	2 123	2 301	2 351	1,9%	10,7%	2,2%
dont banque locale	1 834	1 792	1 711	1 836	0,1%	2,5%	7,3%
dont Trésor Public	473	331	590	515	8,9%	55,6%	-12,7%
Comptes sur livrets	366	406	397	362	- 1,1%	-10,8%	- 8,8%
dont banque locale	366	406	397	362	- 1,1%	-10,8%	- 8,8%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
Autres placements liquides et à court terme	445	498	655	835	87,6%	67,7%	27,5%
Dépôts à terme	445	498	655	835	87,6%	67,7%	27,5%
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de dépôts	-	-	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	-	-	-
dont banque locale	445	498	655	835	87,6%	67,7%	27,5%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	3 118	3 027	3 353	3 548	13,8%	17,2%	5,8%
dont banque locale	2 645	2 696	2 763	3 033	14,7%	12,5%	9,8%
Placements d'épargne à long terme collectés par la banque locale	-	-	-	-	-	-	-
Plans d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	3 118	3 027	3 353	3 548	13,8%	17,2%	5,8%
dont banque locale	2 645	2 696	2 763	3 033	14,7%	12,5%	9,8%
dont Trésor Public	473	331	590	515	8,9%	55,6%	-12,7%
part des dépôts à vue	73,99%	70,14%	68,63%	66,26%			
part des comptes sur livrets	11,74%	13,41%	11,84%	10,20%			
part des autres placements liquides à court terme	14,27%	16,45%	19,53%	23,53%			

2.1.2 L'ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTERIEURES (TABLEAU II)

L'épargne collectée localement et gérée hors zone d'émission se contracte très légèrement sur le trimestre (- 0,4 %) et s'établit à 4.289 millions de F CFP à fin septembre 2007. Néanmoins, elle progresse de 3,2 % en glissement annuel.

Les placements liquides et à court terme

Les placements liquides à court terme sont constitués exclusivement des encours gérés par les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires.

Au troisième trimestre 2007, ces placements s'élèvent à 996 millions de F CFP, en retrait de 1,4 % par rapport au trimestre précédent. Sur l'année, ils accusent une baisse de 17,1 %.

Les placements d'épargne à long terme

L'épargne à long terme s'est établie à 3.293 millions de F CFP au 30 septembre 2007, et reste relativement stable sur le trimestre.

Cependant, ces placements progressent sur un an de 11,4 %, sous l'impulsion des produits d'assurance-vie.

TABLEAU II
Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)

en millions de F CFP	30/09/2006	31/03/2007	30/06/2007	30/09/2007	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
Placements liquides et à court terme	1 201	1 018	1 010	996	-17,1%	- 2,2%	- 1,4%
OPCVM monétaires	1 201	1 018	1 010	996	-17,1%	- 2,2%	- 1,4%
Placements d'épargne à long terme	2 957	3 209	3 297	3 293	11,4%	2,6%	- 0,1%
Actions	24	22	25	21	-12,5%	- 4,5%	-16,0%
Obligations	1 509	1 511	1 499	1 499	- 0,7%	- 0,8%	0,0%
OPCVM non monétaires	1 163	1 161	1 167	1 160	- 0,3%	- 0,1%	- 0,6%
Assurances-vie	261	515	606	613	134,9%	19,0%	1,2%
TOTAL DE L'ÉPARGNE GÉRÉE HZE	4 158	4 227	4 307	4 289	3,2%	1,5%	- 0,4%

2.1.3 LES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ECONOMIQUES (TABLEAU III)

Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte

Le total des actifs financiers collectés localement a été porté de 3.118 millions de F CFP au 30 septembre 2006 à 3.548 millions de F CFP un an plus tard, soit une progression de 13,8 %, en glissement annuel.

La répartition des dépôts locaux par agents économiques met en évidence la prépondérance de la part détenue par les particuliers (44 %), suivie de celle des sociétés non financières (39 %).

Néanmoins, la hausse globale des actifs financiers sur un an masque des disparités d'évolution selon les agents économiques concernés.

La part des particuliers dans l'épargne collectée localement diminue : 44 % contre 47 % au trimestre précédent, au profit des sociétés non financières qui en représentent 39 % ce trimestre contre 35 % il y a trois mois.

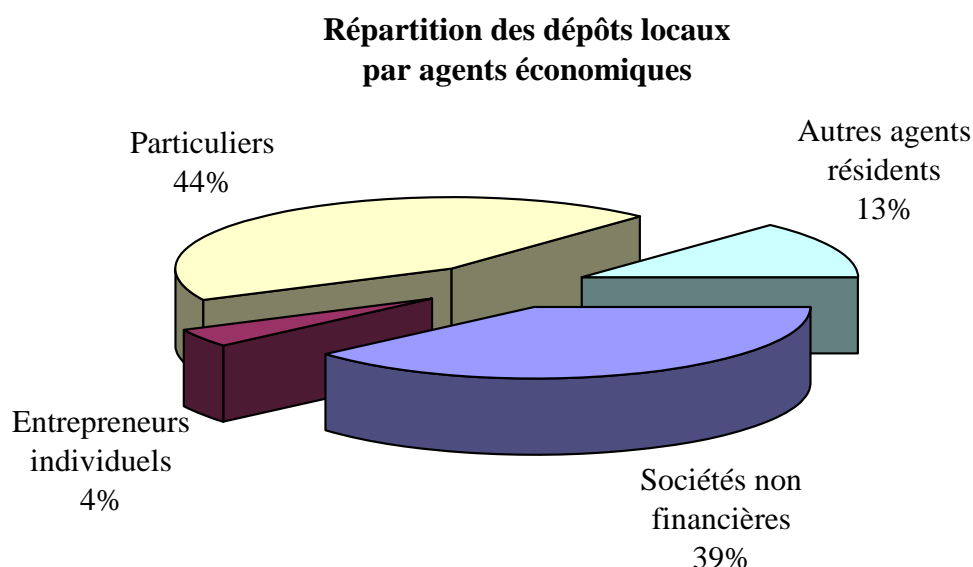


TABLEAU III

Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre par agent économique

en millions de F CFP	30/09/2006		30/09/2007		m/m-12
	m	%	m	%	
Dépôts à vue	2 307		2 351		1,9%
Sociétés non financières	945	41,0%	856	36,4%	- 9,4%
Entrepreneurs individuels	144	6,2%	143	6,1%	- 0,7%
Particuliers	1 028	44,6%	1 160	49,3%	12,8%
Autres agents résidents	188	8,1%	189	8,0%	0,5%
Non résidents	2	0,09%	4	0,17%	100,0%
					-
Autres dépôts	810		1 197		47,8%
Sociétés non financières	189	23,3%	509	42,5%	-
Entrepreneurs individuels	2	0,2%	3	0,3%	50,0%
Particuliers	352	43,5%	410	34,3%	16,5%
Autres agents résidents	266	32,8%	274	22,9%	3,0%
Non résidents	1	0,1%	1	0,1%	-
					-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX (hors CDD)	3 118		3 548		13,8%
Sociétés non financières	1 134	36,4%	1 365	38,5%	20,4%
Entrepreneurs individuels	147	4,7%	147	4,1%	-
Particuliers	1 380	44,3%	1 569	44,2%	13,7%
Autres agents résidents	455	14,6%	463	13,0%	1,8%
Non résidents	2	0,1%	5	0,1%	-
					-
Certificats de dépôts (CDD)	-		-		-
					-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	3 118		3 548		13,8%

2.1.4 EPARGNE COLLECTEE PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT LOCAUX ET GEREE PAR DES INSTITUTIONS EXTERIEURES (DEPOTS HZE)

L'encours collecté par des institutions extérieures totalise 4.289 millions de F CFP, au 30 septembre 2007, en progression de + 3,2 % en rythme annuel.

Les dépôts des sociétés non financières apparaissent comme stable, à fin septembre 2007, avec 191 millions de F CFP.

Les avoirs HZE des particuliers, concentrant 18,9 % du montant total de l'épargne gérée par les institutions extérieures, enregistrent une hausse de 46,1 % en glissement annuel.

En revanche, les avoirs des autres agents résidents (76,6 % du total de l'épargne collectée), constitués de l'épargne des administrations publiques, diminuent de 3,7 % en un an.

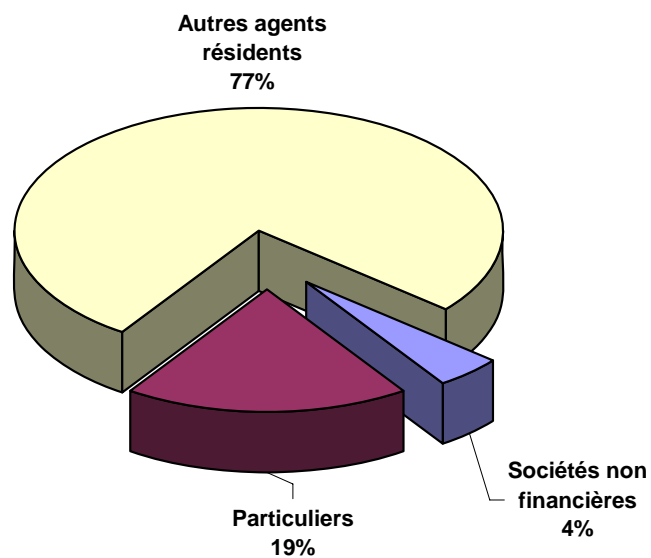
TABLEAU III bis

Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures par agent économique

en millions de F CFP	30/09/2006		30/09/2007		m/m-12
	m-12	%	m	%	
TOTAL	4 158		4 289		3,2%
Sociétés non financières	190	4,6%	191	4,5%	0,5%
Entrepreneurs individuels	ND	-	ND	-	NS
Particuliers	555	13,3%	811	18,9%	46,1%
Autres agents résidents	3 413	82,1%	3 287	76,6%	- 3,7%
Non résidents	-	-	-	-	-

La répartition des dépôts par agent économique au 30 septembre 2007 est restée stable par rapport au trimestre précédent.

Répartition des dépôts gérés hors de la zone d'émission



2.2 LES PASSIFS FINANCIERS

Cette partie concerne l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés, situés à l'intérieur et hors de la zone d'émission et ayant une activité régulière sur le Territoire. Au 30 septembre 2007, le total des passifs financiers s'élève à 3.071 millions de F CFP, répartis pour 55,9 % hors zone (contre 54,1 % au trimestre précédent) et 44,1 % dans la zone d'émission (contre 45,8 % trois mois auparavant).

2.2.1 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS SITUES DANS LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU IV)

Au troisième trimestre 2007, les concours à caractère bancaire de la zone d'émission se contracte légèrement (- 0,5 %) par rapport au trimestre précédent, atteignant 1.354 millions de F CFP. On constate néanmoins, en rythme annuel, une augmentation de 5,9 % de l'encours total. Les particuliers bénéficient de 78,3 % (976 millions de F CFP) des crédits bancaires locaux, suivis des sociétés non financières 17,7 % (221 millions de F CFP) et enfin des entrepreneurs individuels 4,1 % (51 millions de F CFP).

Au cours de ce trimestre, les crédits de trésorerie (70 % du total de l'encours des crédits) accordés par la banque locale aux particuliers, ont augmenté de 3,9 % par rapport au trimestre précédent, à 907 millions de F CFP.

S'élevant à 71 millions de F CFP au 30 septembre 2007, les crédits à l'équipement se sont inscrits en hausse de 2,9 % par rapport au second trimestre 2007.

Les crédits à l'habitat se sont élevés à 70 millions de F CFP ce trimestre, en augmentation de 2,9 % sur trois mois.

Il est à noter une contraction de 12,5 % de l'encours des comptes ordinaires débiteurs qui est passé de 184 millions de F CFP au 30 juin 2007 à 161 millions de F CFP ce trimestre.

Enfin, une nette amélioration de l'encours des créances douteuses nettes est observée ce trimestre, 4 millions de F CFP, contre 7 millions de F CFP le trimestre précédent (- 42,7 %).

TABLEAU IV
 Concours de caractère bancaire gérés par des établissements de crédit situés dans la zone d'émission)

	30/09/2006	31/03/2007	30/06/2007	30/09/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales							
Crédits de trésorerie	871	874	873	907	4,1%	3,8%	3,9%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	871	874	873	907	4,1%	3,8%	3,9%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	52	43	69	71	36,5%	65,1%	2,9%
Sociétés non financières	15	12	41	40	-	-	- 2,4%
Entrepreneurs individuels	37	31	28	31	-16,2%	-	10,7%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'habitat	71	70	68	70	- 1,4%	-	2,9%
Sociétés non financières	-	-	-	5	-	-	-
Entrepreneurs individuels	16	14	13	12	-25,0%	-14,3%	- 7,7%
Particuliers	55	56	55	53	- 3,6%	- 5,4%	- 3,6%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	144	155	184	161	11,8%	3,9%	-12,5%
Sociétés non financières	125	139	167	147	17,6%	5,8%	-12,0%
Entrepreneurs individuels	5	2	3	2	-60,0%	-	-33,3%
Particuliers	14	14	14	12	-14,3%	-14,3%	-14,3%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	14	12	30	34	-	-	13,3%
Sociétés non financières	6	5	24	28	-	-	16,7%
Entrepreneurs individuels	8	7	6	6	-25,0%	-14,3%	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	14	6	7	4	-71,4%	-33,3%	-42,9%
Sociétés non financières	-	1	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	1	1	1	1	-	-	-
Particuliers	13	5	6	3	-76,9%	-40,0%	-50,0%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	1 166	1 158	1 231	1 247	6,9%	7,7%	1,3%
Sociétés non financières	147	156	232	221	50,3%	41,7%	- 4,7%
Entrepreneurs individuels	67	54	52	51	-23,9%	- 5,6%	- 1,9%
Particuliers	953	948	948	976	2,4%	3,0%	3,0%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Provisions non ventilées	104	100	100	99	- 4,8%	- 1,0%	- 1,0%
Autres concours non ventilés	9	12	30	8	-11,1%	-33,3%	-73,3%
TOTAL BRUT	1 279	1 270	1 361	1 354	5,9%	6,6%	- 0,5%

2.2.2 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT INSTALLES HORS DE LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU V)

La distribution des crédits par les établissements installés hors de la zone d'émission représente près de 56 % du total des concours accordés aux agents du Territoire. Au 30 septembre 2007, l'encours accuse une hausse de 6,6 % sur le trimestre atteignant 1.717 millions de F CFP. Cette amélioration résulte exclusivement d'une forte progression des crédits à l'équipement destinés aux autres agents résidents, portés de 445 millions de F CFP au 30 juin 2007 à 611 millions de F CFP trois mois plus tard.

En revanche, en rythme annuel, les concours enregistrent une baisse de 4,7 %, résultant principalement d'une diminution des crédits à l'habitat accordés aux particuliers (- 18,5 %).

TABLEAU V
Concours de caractère bancaire gérés par des établissements de crédit situé hors zone d'émission

	30/09/2006	31/03/2007	30/06/2007	30/09/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	486	462	445	611	25,7%	32,3%	37,3%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	486	462	445	611	25,7%	32,3%	37,3%
Crédits à l'habitat	848	761	731	688	-18,9%	- 9,6%	- 5,9%
Sociétés non financières	2	2	2	2	-	-	-
Entrepreneurs individuels	24	18	17	16	-33,3%	-11,1%	- 5,9%
Particuliers	822	741	712	670	-18,5%	- 9,6%	- 5,9%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	427	422	418	403	- 5,6%	- 4,5%	- 3,6%
Sociétés non financières	12	31	30	27	-	-12,9%	-10,0%
Entrepreneurs individuels	59	58	57	54	- 8,5%	- 6,9%	- 5,3%
Particuliers	356	333	331	322	- 9,6%	- 3,3%	- 2,7%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	41	16	16	15	-63,4%	- 6,3%	- 6,3%
Sociétés non financières	22	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	19	16	16	15	-21,1%	- 6,3%	- 6,3%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	1 802	1 661	1 610	1 717	- 4,7%	3,4%	6,6%
Sociétés non financières	36	33	32	29	-19,4%	-12,1%	- 9,4%
Entrepreneurs individuels	83	76	74	70	-15,7%	- 7,9%	- 5,4%
Particuliers	1 196	1 091	1 059	1 007	-15,8%	- 7,7%	- 4,9%
Autres agents résidents	486	462	445	611	25,7%	32,3%	37,3%
Provisions non ventilées	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL BRUT	1 802	1 661	1 610	1 717	- 4,7%	3,4%	6,6%

2.2.3 L'ENSEMBLE DES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDES SUR LA PLACE (TABLEAU IV + V)

La distribution des crédits toutes zones d'émission confondues s'améliore sur le trimestre (+ 3,4 %) mais enregistre un léger ralentissement en rythme annuel (- 0,3 %).

Au 30 septembre 2007, l'encours des crédits attribués aux particuliers, principaux emprunteurs du Territoire représentent 66,9 % du total net, en baisse de 1,2 % par rapport au trimestre précédent. Ils portent essentiellement sur les crédits de trésorerie (907 millions de F CFP) et à l'habitat (723 millions de F CFP). Les entrepreneurs individuels et sociétés non financières concentrent respectivement 4 % et 8,4 % du total net et connaissent des baisses respectives de 4 % et de 5,3 % sur trois mois.

Il convient de souligner ce trimestre la forte hausse des encours des crédits des autres agents résidents (+ 37,3 % sur le trimestre).

L'évolution de la structure de répartition des crédits ne présente pas de changements significatifs depuis 2003. La part des crédits à l'habitat a toutefois tendance à décroître graduellement au profit notamment des crédits à l'équipement. Le poids des crédits de trésorerie n'enregistre pas de variation significative sur les quatre dernières années. Par ailleurs, les comptes ordinaires débiteurs représentent toujours une partie minime du total des encours.

Evolution de la répartition des crédits ZE et HZE (en millions de F CFP)

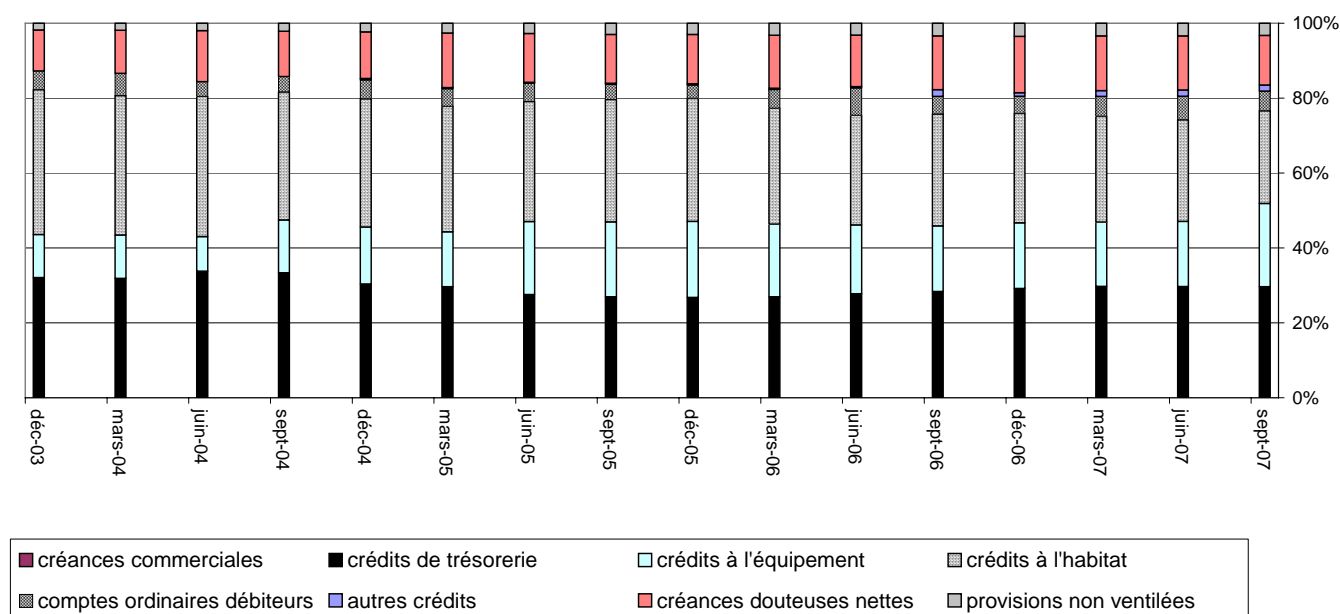


TABLEAU IV+V
Concours de caractère bancaire toutes zones d'émission confondues

	30/09/2006	31/03/2007	30/06/2007	30/09/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	—	—	—	—	—	—	—
Crédits de trésorerie	871	874	873	907	4,1%	3,8%	3,9%
Sociétés non financières	—	—	—	—	—	—	—
Entrepreneurs individuels	—	—	—	—	—	—	—
Particuliers	871	874	873	907	4,1%	3,8%	3,9%
Autres agents résidents	—	—	—	—	—	—	—
Crédits à l'équipement	538	505	514	682	26,8%	35,0%	32,7%
Sociétés non financières	15	12	41	40	—	—	- 2,4%
Entrepreneurs individuels	37	31	28	31	-16,2%	—	10,7%
Particuliers	—	—	—	—	—	—	—
Autres agents résidents	486	462	445	611	25,7%	32,3%	37,3%
Crédits à l'habitat	919	831	799	758	-17,5%	- 8,8%	- 5,1%
Sociétés non financières	2	2	2	7	—	—	—
Entrepreneurs individuels	40	32	30	28	-30,0%	-12,5%	- 6,7%
Particuliers	877	797	767	723	-17,6%	- 9,3%	- 5,7%
Autres agents résidents	—	—	—	—	—	—	—
Comptes ordinaires débiteurs	144	155	184	161	11,8%	3,9%	-12,5%
Sociétés non financières	125	139	167	147	17,6%	5,8%	-12,0%
Entrepreneurs individuels	5	2	3	2	-60,0%	—	-33,3%
Particuliers	14	14	17	17	21,4%	21,4%	—
Autres agents résidents	—	—	—	—	—	—	—
Autres crédits	55	12	46	49	-10,9%	—	6,5%
Sociétés non financières	28	5	24	28	—	—	16,7%
Entrepreneurs individuels	8	7	6	6	-25,0%	-14,3%	—
Particuliers	19	—	16	15	-21,1%	—	- 6,3%
Autres agents résidents	—	—	—	—	—	—	—
Créances douteuses nettes	441	428	425	407	- 7,7%	- 4,9%	- 4,2%
Sociétés non financières	12	32	30	27	—	-15,6%	-10,0%
Entrepreneurs individuels	60	59	58	55	- 8,3%	- 6,8%	- 5,2%
Particuliers	369	338	337	325	-11,9%	- 3,8%	- 3,6%
Autres agents résidents	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL NET	2 968	2 819	2 841	2 964	- 0,1%	5,1%	4,3%
Sociétés non financières	183	189	264	250	36,6%	32,3%	- 5,3%
Entrepreneurs individuels	150	130	126	121	-19,3%	- 6,9%	- 4,0%
Particuliers	2 149	2 039	2 007	1 983	- 7,7%	- 2,7%	- 1,2%
Autres agents résidents	486	462	445	611	25,7%	32,3%	37,3%
Provisions non ventilées	104	100	100	99	- 4,8%	- 1,0%	- 1,0%
Autres concours non ventilés*	9	12	30	8	-11,1%	-33,3%	-73,3%
TOTAL BRUT	3 081	2 931	2 971	3 071	- 0,3%	4,8%	3,4%

2.3 LA MASSE MONETAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES

2.3.1 LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VI)

A fin septembre 2007, la masse monétaire M3 a atteint 5.294 millions de F CFP contre 4.736 millions de F CFP un an auparavant. Cette croissance de 11,8 % a été marquée par celle des dépôts à terme et de la circulation fiduciaire, essentiellement sous forme de billet.

En variation trimestrielle, la masse monétaire M3 enregistre une hausse de 5,3 % au 30 septembre 2007, résultant de la croissance des mêmes composantes qu'en rythme annuel.

TABLEAU VI
Composantes de la masse monétaire à Wallis et Futuna

COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	30/09/2006	31/03/2007	30/06/2007	30/09/2007	<i>variations en pourcentage</i>		
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
M1							
Circulation fiduciaire	1 618	1 702	1 673	1 745	7,8%	2,5%	4,3%
- Billets	1 620	1 704	1 674	1 746	7,8%	2,5%	4,3%
- Pièces	- 2	- 2	- 1	- 1	-50,0%	-50,0%	-
Dépôts à vue	2 307	2 123	2 301	2 351	1,9%	10,7%	2,2%
- Banque(s)	1 834	1 792	1 711	1 836	0,1%	2,5%	7,3%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	473	331	590	515	8,9%	55,6%	-12,7%
Total M1	3 925	3 825	3 974	4 096	4,4%	7,1%	3,1%
M2 - M1	366	406	397	362	- 1,1%	-10,8%	- 8,8%
Comptes sur livrets	366	406	397	362	- 1,1%	-10,8%	- 8,8%
Comptes d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
Total M2	4 291	4 231	4 371	4 458	3,9%	5,4%	2,0%
M3 - M2	445	498	656	836	87,9%	67,9%	27,4%
Dépôts à terme	445	498	655	835	87,6%	67,7%	27,5%
- Banque(s)	445	498	655	835	87,6%	67,7%	27,5%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-
Bons	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de dépôt	-	-	-	-	-	-	-
Total M3	4 736	4 729	5 027	5 294	11,8%	11,9%	5,3%

2.3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VII)

Les contreparties de la masse monétaire s'élèvent à 5.294 millions de F CFP au 30 septembre 2007, en hausse de 5,3 % par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, elles enregistrent une augmentation de 11,8 %.

La progression de 5,3 % des contreparties de M3 s'explique par l'augmentation des avoirs hors zone de la banque locale (+13,6 %) et de l'Institut d'émission (+8 %).

Entre septembre 2006 et septembre 2007, la position extérieure nette est passée de 1,9 milliards de F CFP à 2,3 milliards de F CFP. Cette évolution résulte d'une augmentation des avoirs hors zone d'émission de la banque locale (+13,6 %).

TABLEAU VII
Contreparties de la masse monétaire à Wallis et Futuna

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	30/09/2006	31/03/2007	30/06/2007	30/09/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Avoirs hors zone d'émission	4 005	5 058	4 923	5 445	36,0%	7,7%	10,6%
- Institut d'émission	1 846	2 809	2 642	2 854	54,6%	1,6%	8,0%
- Etablissements de crédit locaux (*)	2 159	2 249	2 281	2 591	20,0%	15,2%	13,6%
Créances sur le Trésor public	424	300	515	487	14,9%	62,3%	- 5,4%
Concours sur ressources monétaires	307	- 629	- 411	- 638	-307,8%	1,4%	55,2%
- Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 280	1 269	1 361	1 355	5,9%	6,8%	- 0,4%
- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	973	1 898	1 773	1 992	-	5,0%	12,4%
- Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	570	579	582	591	3,7%	2,1%	1,5%
- Provisions sur créances douteuses	104	100	100	99	- 4,8%	- 1,0%	- 1,0%
- Engagements hors zone d'émission (*)	235	239	236	238	1,3%	- 0,4%	0,8%
- Epargne contractuelle	-	-	-	-	-	-	-
- Divers	64	980	855	1 064	-	8,6%	24,4%
Total	4 736	4 729	5 027	5 294	11,8%	11,9%	5,3%
(*) Position extérieure nette du système bancaire local :	1 924	2 010	2 045	2 353	22,3%	17,1%	15,1%

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

2.4 L'EQUILIBRE EMPLOIS/RESSOURCES DES EC LOCAUX (TABLEAU VIII)

L'équilibre emploi-ressource des établissements de crédit du Territoire fait apparaître un fort excédent au troisième trimestre 2007. En effet, la valeur des dépôts collectés représente plus de deux fois celle des crédits bruts accordés. En conséquence, la position extérieure nette est égale à 2.353 millions de F CFP sur un total de 3.799 millions de F CFP d'emplois. De plus l'évolution trimestrielle révèle une augmentation de 15 % de la position extérieure nette au 30 septembre 2007.

TABLEAU VIII
Evolution du financement des crédits bancaires

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 septembre 2006					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 280	39%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 587	79%
Réserves obligatoires	89	3%	Financement sur ressources propres *	674	20%
Réserves libres	-	-	Excédent des op. diverses des EC	33	1%
(-) position extérieure nette des EC	1 924	58%	Réesc compte	ND	-
TOTAL DES EMPLOIS	3 293	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 293	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 juin 2007					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 361	39%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 707	77%
Réserves obligatoires	94	3%	Financement sur ressources propres *	681	19%
Réserves libres	-	-	Excédent des op. diverses des EC	111	3%
(-) position extérieure nette des EC	2 045	58%	Réesc compte	ND	-
TOTAL DES EMPLOIS	3 499	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 499	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 septembre 2007					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 355	39%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 986	85%
Réserves obligatoires	91	3%	Financement sur ressources propres *	691	20%
Réserves libres	-	0%	Excédent des op. diverses des EC	123	4%
(-) position extérieure nette des EC	2 353	67%	Réesc compte	ND	-
TOTAL DES EMPLOIS	3 799	109%	TOTAL DES RESSOURCES	3 799	109%

(*) Financement sur ressources propres = (Fonds propres + provisions sur créances douteuses - valeurs immobilisées)

2.5 RAPPEL DES TAUX

2.5.1 LE TAUX D'INTERET LEGAL

Le taux d'intérêt légal est défini par la Loi n°89-421 du 23 juin 1989 comme « égal, pour l'année considérée, à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines ». Il sert notamment de référence pour le calcul des intérêts moratoires en cas de dégrèvement d'impôts, de liquidation judiciaire ou pour le calcul des intérêts de retard pour défaut de paiement des obligations cautionnées à la date de leur échéance.

Par décret n° 2007-217 du 19 février 2007, le taux d'intérêt légal pour l'année 2007 a été fixé à 2,95 %.

En %	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'intérêt légal	8,4	5,82	6,65	3,87	3,36	3,47	2,74	4,26	4,26	3,29	2,27	2,05	2,11	2,95

2.5.2 LES TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM

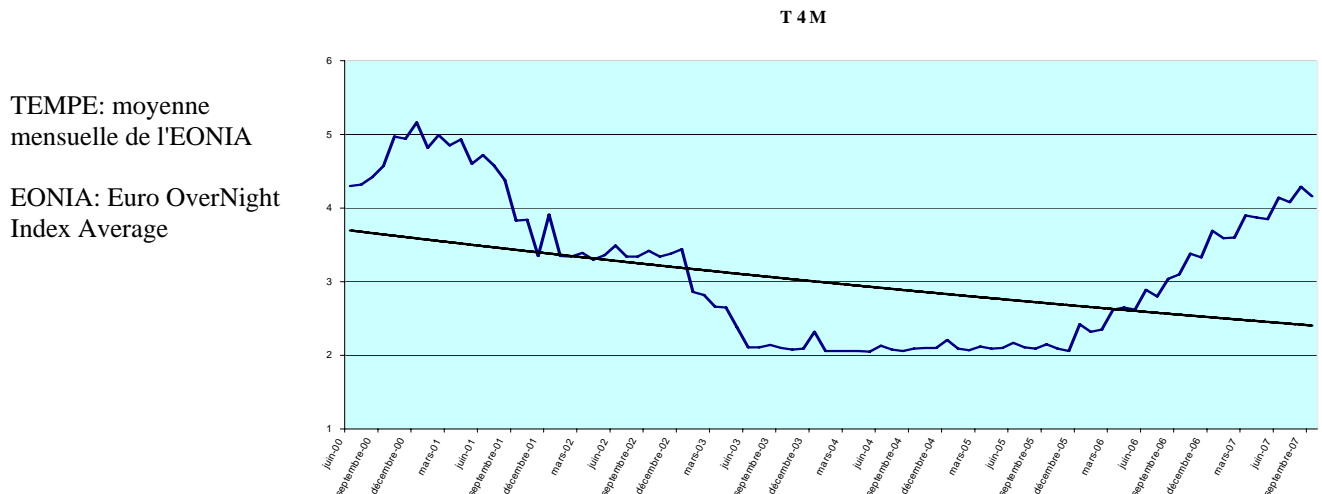
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables
taux de la facilité de dépôt	20/11/2007	2,00%	5,75%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	20/11/2007	3,00%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	6,85 % à 7,30 % (Taux SGFGAS depuis le 01/09/2007)
taux de la facilité de prêt marginal	13/06/2007	5,00%	
taux de l'escompte de chèques	13/06/2007	5,00%	

2.5.3 LES TAUX DU MARCHE

Le taux de base bancaire

Le taux de base bancaire métropolitain est de 6,60 % depuis le 15 octobre 2001. Le taux de base bancaire local s'établit à 8,9 % depuis le 2 mars 1996.

Le taux moyen mensuel du marché monétaire et courbe de tendance



2.5.4 LES TAUX D'USURE

Prêts aux particuliers				
Seuils de l'usure	1er Trim.	2nd Trim.	3ème Trim.	4ème Trim.
	2007	2007	2007	2007
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	6,39%	6,27%	6,41%	6,63%
- Prêts à taux variable	6,12%	6,24%	6,53%	6,72%
- Prêts à taux relais	6,21%	6,35%	6,48%	6,53%
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	20,76%	20,33%	20,39%	20,49%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	19,07%	19,25%	19,85%	19,80%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	8,44%	8,72%	8,93%	9,04%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	1er Trim.	2nd Trim.	3ème Trim.	4ème Trim.
	2007	2007	2007	2007
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,48%	10,76%	10,92%	11,49%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,51%	6,73%	6,95%	7,51%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,76%	6,84%	7,09%	7,33%
- Découverts en compte (2)	14,19%	14,44%	14,48%	14,61%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	8,83%	9,12%	9,49%	9,72%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	1er Trim.	2nd Trim.	3ème Trim.	4ème Trim.
	2007	2007	2007	2007
- Découverts en compte (3)	14,19%	14,44%	14,48%	14,61%

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

3. LES MISSIONS DE L'IEOM

L'Institut d'Emission d'Outre-mer (IEOM) a été créé par la loi n°66-948 du 22 décembre 1966. Il exerce son activité dans les Territoires d'Outre-Mer français du Pacifique, où il remplit les missions de banque centrale :

L'émission des signes monétaires : l'IEOM émet ses propres billets et pièces, libellés en franc CFP⁽¹⁾ (code ISO XPF), monnaie ayant cours légal dans les Territoires d'outre-mer. Sa parité a été fixée le 1^{er} janvier 1960 à 100 XPF = 5,50 FRF (ou 1 FRF = 18,1818 XPF). Depuis le 1^{er} janvier 1999, la parité du franc pacifique est définie par rapport à l'Euro (1 000 XPF = 8,38 EUR). L'IEOM met en circulation des billets d'une valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2 et 1 F CFP.

Les opérations de compensation interbancaire : la chambre de compensation de Wallis et Futuna a été ouverte en janvier 1999. Auparavant, les établissements locaux étaient représentés au sein de la Chambre de compensation de Nouvelle-Calédonie, qui traitait aussi les opérations concernant Wallis et Futuna. Les chambres de compensation ont pour objet d'assurer entre les établissements participants le règlement par compensation des remises réciproques de diverses valeurs telles que les chèques, les virements et les effets. Le solde résultant de la compensation est inscrit au compte de chaque participant tenu par l'IEOM.

Depuis le 1^{er} octobre 1995, l'Institut d'Emission d'Outre-Mer a mis en place un système de **cotation des entreprises**. La cotation est une mesure de la solvabilité à court terme d'une entreprise. Elle détermine l'éligibilité d'un crédit aux mécanismes de refinancement de l'Institut d'émission.

Le refinancement des établissements de crédit, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions⁽²⁾, de crédits à taux réduits.

Les services rendus à la communauté bancaire (recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires...).

3.1 L'EMISSION DES SIGNES MONETAIRES

L'émission nettes des « billets et pièces » émis par l'IEOM à Wallis et Futuna au 30 septembre 2007 s'établit à 1.821,5 millions de F CFP, en augmentation de près de + 1 % par rapport au trimestre précédent, encaisse des banques comprise. Le total des billets en circulation à fin septembre 2007 est estimé à 1.821,8 millions de F CFP avec un retrait de circulation de pièces de 316 milliers de F CFP.

<i>en milliers de F CFP</i>	31-mars-07	30-juin-07	30-sept-07
Billets	1 786 715	1 805 273	1 821 796
Pièces	-1 399	-1 055	-316
Total	1 785 316	1 804 218	1 821 480

(1) CFP: Change Franc Pacifique.

(2) Tous les secteurs économiques marchands sont éligibles au réescompte à Wallis et Futuna.

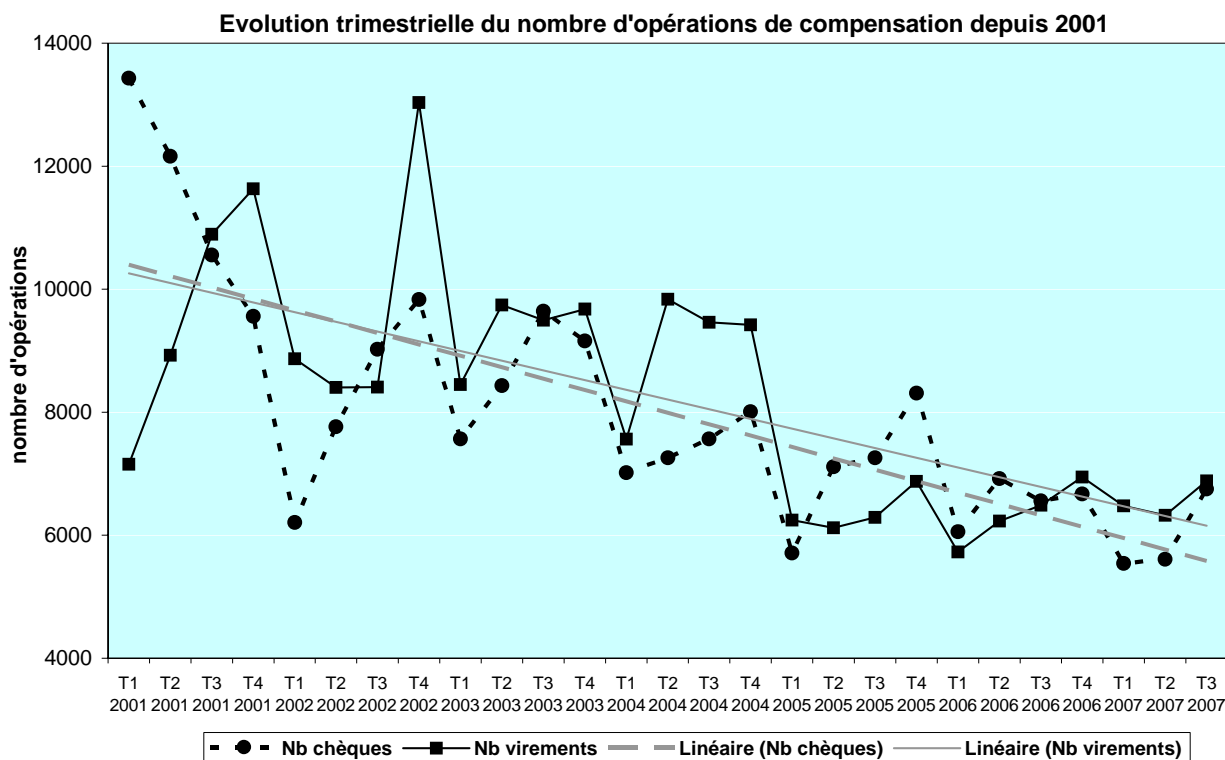
3.2 LES OPERATIONS DE COMPENSATION INTERBANCAIRE

Le tableau ci-dessous présente le nombre de valeurs et les montants traités par les différents établissements représentés au troisième trimestre 2007. Sur ce trimestre, le nombre d'opérations de compensation a augmenté de 14,3 % par rapport au trimestre précédent et s'établit à 13 637 opérations pour un montant égal à 1.706,9 millions de F CFP, reflétant une hausse de 20,5 % en trois mois.

L'évolution annuel se caractérise par une augmentation de 4,5 % du nombre d'opérations et une hausse de 6,6 % du montant total.

Périodes	3ème trimestre 2006	2nd trimestre 2007	3ème trimestre 2007	Variation 3T07/3T06	Variation 3T07/2T07
Nb chèques	6 560	5 611	6 753	2,9%	20,4%
Montant	586 732 515	706 704 567	814 593 552	38,8%	15,3%
Nb Virements	6 487	6 320	6 884	6,1%	8,9%
Montant	1 014 387 528	709 952 126	892 390 792	-12,0%	25,7%
Total opérations	13 047	11 931	13 637	4,5%	14,3%
Montant total	1 601 120 043	1 416 656 693	1 706 984 344	6,6%	20,5%

Les échanges interbancaires locaux, en nette perte de vitesse depuis 2001, se stabilisent ce trimestre autour 7 000 en moyenne de chèques échangés, contre plus de 10 000 en 2001, et de virements effectués sur la place.



Publication gratuite : 50 tirages

Directeur de publication :

M. Alain VIENNEY

Responsable de la rédaction :

M. Raymond COFFRE

Editeur:

IEOM - Etablissement Public
BP G5 Mata'Utu
98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna

Tel : 72 25 05

Fax : 72 20 03

Mail : ieomwf@wallis.co.nc

Achévé d'imprimé le 2007